

Le dit « *Centre mondial de la Paix...* », un de ces bébés de Gérard Longuet

Résumé. L'opportunité de se fabriquer une image brouillant toutes les pistes sur les deniers publics, lorsqu'on est meneur, ne se rate pas. A Verdun une rénovation a transfiguré G. Longuet en chantre *de la paix* défenseur *des libertés et des droits de l'homme* entre... une jeunesse barre de fer supériorité de la race blanche, des petites phrases à la Le Pen, la destruction de la Libye et autres ventes d'armes en zones chaudes par des réseaux dans lesquels circulent des valises.

Ce texte fait partie de l'ensemble :

- ▶ Libye : terrain de manœuvres pour chef-fe-s de Guerre, Sarkozy, Clinton, Qatar, Cameron..., [ici](#), référence ci-après : [LibTerrManoeu](#)
- ▶ La Libye depuis un siècle, cible familière des occidentaux, [ici](#), référence : [LibSiècl](#)
- ▶ Libye 2011 : Le CNT des vieux briscards, [ici](#), référence ci-dessous : [VieuxCNT](#)
- ▶ Libye-2011: les ONG onusiennes et la Cour Pénale Internationale, [là](#), référence ci-dessous : [LibONG-CP](#)
- ▶ Libye : depuis 2011, [ici](#), référence : [libDepuis](#)

☞ Dates repères du dit « *Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme* » à Verdun : décision par convention du 22 mars 1988, création de l'association de gestion le 26 février 1990, inauguration le 30 juin 1994; depuis végète, même si sa structure administrative et de financement ne semble pas être embarrassé-e par son président-fondateur, Gérard Longuet.

☞ Dans ce billet, afin de pouvoir insérer dans la vie de ce dit « *Centre mondial de la paix..* » des éléments extérieurs de son Président ayant trait avec « la paix », les « libertés et des droits » des êtres humains, on a suivi un ordre chronologique.

Plan :

- I. Étape de création du « Centre » : le projet, mise sur pied
- II. Les activités du dit « Centre mondial de la paix.. »
- III. 2011 : le Président du « Centre mondial de la paix » bras droit de Sarkozy pour détruire la Libye
- IV. Les tirs atomiques n'ont rien fait à l'environnement
- V. Et au dit « Centre mondial de la Paix »...

Annexes : Personnes impliquées : Gérard Longuet, Jacques Barat-Dupont puis J-L Dumont Maires de Verdun, J-M. Rauch Région, les Présidents du Conseil Général de la Meuse, Frederico Mayor Directeur de l'Unesco...

I. Étape de création du « Centre »

Verdun 1987, « *la décision de rénover le Palais épiscopal... est prise. Il est nécessaire de donner une destination au bâtiment* » (Barcellini, 2008, p. 26). Il s'agit de l'ancien palais épiscopal, demeure de classe qu'a fait construire sur l'acropole verdunoise Charles François d'Hallencourt, évêque de Verdun, à partir de 1724, avec l'architecte en chef du roi Louis XV. Seulement le palais ecclésiastique ne sera fini que pour la révolution... Suite aux péripéties de l'histoire, en 1988 l'évêque occupe encore les lieux mais qui se sont fortement dégradés.

I-1. Le projet

Verdun... la grande guerre..., l'ossuaire de Douaumont, la tranchée des baïonnettes... Ils ont tenu, mais aussi un carnage, inévitable ? En 1966 le conseil municipal avait déclaré Verdun ville de la paix. Le maire PS de 1977 à 83, René Vigneron était favorable à une telle idée. Le 22 sept. 1984 après la visite du cimetière

allemand de Consenvoye et du site de combats d'Esnes-en-Argonne, F. Mitterand et H. Kohl se sont tenus la main devant l'ossuaire de Douaumont en un geste symbolique fort. Le thème revient de manière récurrente.

▪ Début 1988 un projet pour cet ancien palais épiscopal a été *retenu* lors de l'élaboration du contrat de plan et a figuré parmi les actions du programme d'aménagement concerté du territoire meusien, comme résultat d'une « *volonté* » (Chambre régionale des comptes, ChRCp, 2000, [ici](#)). Une « **convention** » du 22 mars 1988 « *a acté la restauration de l'ancien évêché de Verdun en vue de l'installation du **Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme**; la maîtrise d'ouvrage a été assurée par la ville de Verdun, l'État la conservant pour les seuls marchés conclus en 1988.* »; « *Par bail emphytéotique de 50 ans [jusqu'à 2038], la ville de Verdun a apporté à l'association du Centre mondial de la Paix, en 1988, l'ensemble immobilier du palais épiscopal et du grand séminaire.* » (ChRCp 2000, p. 7). Cependant : « *Aux termes du contrat de bail emphytéotique, et en application de l'article L 451-8 du code rural, l'association doit prendre à sa charge l'ensemble des réparations tant locatives que celles mises habituellement à la charge du bailleur en vertu de l'article 606 du code civil; compte tenu du niveau de ses ressources propres, **elle n'est pas en mesure de satisfaire à cette obligation** dans la durée. En effet, les comptes de l'association n'enregistrent aucune provision pour grosses réparations, faute de ressources suffisantes.* » (ChRCp 2000, p. 16). Cette convention lie l'État, à ce moment là Gérard Longuet est Ministre délégué des P. et T pour encore une paire de mois, la ville de Verdun par son maire Jacques Barat-Dupont qui en même temps cherchait plus ou moins à réhabiliter Pétain, le département de la Meuse par son Président Rémi Herment et la Région Lorraine par son Président Jean-Marie Rauch (pour ces personnes voir annexe, A-1, A-2, A-3, A-4). C'est une décision prise d'en haut par 4 politiques/élus qui vont passer commande à des professionnels pour la réalisation.

▪ Pour aboutir à un Centre Mondial de la Paix, « *Les études ont été conduites pour l'essentiel dans le cadre d'une association de préfiguration, à partir des réflexions d'une équipe projet et de partenaires extérieurs* ». L'association 'de préfiguration' a obtenu qu'on détache pour cela (ChRCp 2000, p. 4) « *un collaborateur de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) mis à disposition de l'association; l'étude de faisabilité réalisée par ce dernier en 1988...* »; et (p. 5) : « *un fonctionnaire en disponibilité, rémunéré par l'association, a eu pour mission de créer une division scientifique et culturelle essentiellement composée de personnalités universitaires, avec l'objectif de faire du site un lieu de recherche international. Ce volet... a mobilisé le collaborateur de l'association pendant 2 ans, mais il n'a connu aucune suite opérationnelle...* ». On lit encore (p. 6) : « *réflexions préliminaires au projet, initiées principalement par les deux chargés de mission en résidence à Paris...* ». « *le concepteur du projet a cherché à mettre en place de réseaux susceptibles de sceller la crédibilité du projet comme en témoignent ses multiples déplacements à l'étranger, dont une mission au Japon, mais aussi les multiples courriers adressés aux personnalités les plus éminentes.* ». Une revue de 1992 indique « *...recherches menées par Pierre Noël [Ina], directeur du projet, et Marie-Odile de Bary, muséologue chargée de l'étude.* » (Onecountry.fr, [là](#)).

▪ « **L'association de gestion** créée le 26 février 1990 réunit notamment la région Lorraine, le département de la Meuse et l'État. La ville de Verdun s'en est retirée en 1995. ». Lors de sa création, le conseil d'administration est ainsi essentiellement des institutionnels. « *Aux termes de ses statuts, **l'association du Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme** a pour objet de réaliser, dans les anciens locaux du palais épiscopal et du grand séminaire de Verdun, un lieu à vocation internationale, et de développer un ensemble d'activités et de réflexions, d'études, d'échanges et de documentation sur l'histoire et la pratique des libertés, des droits de l'homme, la défense et l'instauration de la paix.* ».

▪ En même temps, sur le plan politique, Gérard Longuet, giscardien/UDF dans journal Le Monde du 07 avril 1991 appelait à la signature d'accords électoraux avec le Front National de Jean-Marie Le Pen (une vieille connaissance, voir A-1)

▪ Rapidement une étude anticipait les problème : « *Les mises en garde de l'auditeur du cabinet GRIFFON et les doutes exprimés par lui dès la fin de l'année 1991..* » sur le réalisme du projet (manque de réflexions, manque de point de vue critique). De même que (ChRCp 2000 p. 6) : « *dès le 2 avril 1992, le préfet de la Meuse **faisait part de ses réserves au président de l'association...*** », qui a toujours été Gérard Longuet. Ou encore (p. 6) : « *D'autres travaux ont mis en cause les réflexions préliminaires au projet, initiées principalement par les deux chargés de mission en résidence à Paris.* », « *conçu **sans prise réelle avec les partenaires locaux...** sans référence significative à la grande guerre...* ». Encore (p. 5) : « *aucune étude n'a abordé la dimension économique du projet, notamment en termes de fréquentation ; ainsi l'objectif de 100 000 visiteurs par an au cours des premières années, et de 300 000 au bout de 5 ans, semble résulter de*

l'application mécanique d'un ratio au nombre de visiteurs fréquentant les sites historiques ; cette faiblesse a pu favoriser l'engagement des collectivités publiques dans un projet dont le coût de fonctionnement a été faussé par des prévisions de fréquentation irréalistes, l'étude de base prévoyant même un taux d'autofinancement de 40 à 50 %, performance improbable dans un musée ; le consensus autour des concepts de la paix, des libertés, des droits de l'homme, a sans doute éclipsé les réflexions critiques quant à la viabilité du projet dans la durée.».

▪ Le Secrétaire des Nations Unies, Javier Perez de Cuellar vient à Verdun le 7 septembre 1988. Arrivé tard dans la matinée, il a assisté à une cérémonie œcuménique dans le fort de Douaumont, avec notamment l'évêque Marcel Herriot qui a dit que « aujourd'hui Verdun est à la croisée des chemins pour une paix mondiale ». L'après midi il avait été convié pour "inaugurer" au Palais épiscopal qui lui a été présenté comme « la nouvelle base de l'Union de cités pour la paix » ([ici](#)). Dans son allocution d'encouragement de circonstance, il ne pouvait qu'employer le futur : « rencontres internationales comme celles que vous avez l'intention d'organiser dans ce nouveau centre... ». Le même jour Javier Perez de Cuellar avait déjà été à l'université hollandaise de Leiden qui lui discernait un diplôme honorifique, où il avait fait un discours sur le rôle de l'ONU, celui-là publié ([là](#)).

Pourquoi le Secrétaire des Nations Unies était-il en Europe à ce moment ? Le cessez le feu, suivant une résolution 1987 de l'ONU, n°598, avait été finalement accepté le 18 juillet 1988 par l'Irak et l'Iran. Ce cessez-le-feu venait d'entrer en vigueur le 20 août 1988. S'en suivait le mois suivant une série d'intenses pourparlers à Genève pour régler les nombreux problèmes, éviter que la guerre ne reprenne. Aussi Perez de Cuellar devait rester souvent dans la ville suisse (à 300 km de Verdun à vol d'oiseau).

Ironiquement, on sortait là-bas de 8 ans d'une autre guerre n'ayant servi à rien, qui a fait elle aussi de l'ordre de un million de morts et de 1,7 million de blessés, avec les champs de bataille de Shatt-al-Arab, Khorramchar, Abadan, Basra, si semblables à ceux du Chemin des dames, de la Somme ou de Verdun..., et qui doivent à leur tour être aujourd'hui des lieux de pèlerinages pour certain-e-s.... Cette guerre avait été déclenchée par surprise le 22 sept. 1980 en violation d'un traité de 1975 par Saddam Hussein.

Ce n'était pas le sujet à Verdun ce 7 sept. 1988. Il est vrai que la France avait livré à l'Irak, en échange de son pétrole brut dont elle était alors le premier acheteur (ou en troc) : soixante mirages F1 équipés de missile *Magic*, de nombreux hélicoptères alouette, puma et super-frelons lourds, des missiles sol-sol et air-mer AM-39, et autres chars AMX, des bateaux... sans oublier la construction du centre nucléaire de Tamouz avec le réacteur Osirak à l'uranium hautement enrichi, copie d'Osiris du CEA-Saclay. Les irakiens enfin ne cachent pas, ou peut-être plutôt prétendent, que c'est en récompense à cette fourniture nucléaire haut de gamme (sinon ils préféreraient l'anglais Plessey disent-ils, [ici](#)) que c'est à Thomson qu'ils achètent un système de couverture radars aérienne qui allait leur être bigrement utile. Thomson est alors dirigé par Philippe Giscard d'Estaing, cousin germain de Valéry, et dont le frère Jacques est Directeur financier du CEA, au Conseil de Technicatome, et administrateur de Cogema au côté du giscardien André Giraud.

Comme partie intégrante de ces contrats, les militaires français ont formé 1200 personnels irakiens. Ce sont là des contrats du septennat V. Giscard d'Estaing, signés pour les plus gros en juillet 1977 par Raymond Barre (C. Kutschera, "France-Irak, une Idylle sans faille", 2005). Ces ventes ont été réalisées quasi au moment où Gérard Longuet de ce parti PR-UDF au pouvoir est parachuté en Meuse par F. Leotard en mars 1978. Les socialistes continueront ces ventes ou troc. La France était le deuxième fournisseur d'armes de Saddam Hussein après l'URSS. Pour le militaire, sinon l'Irak achetait d'abord allemand et japonais.

Le million de morts + 1,7 million d'estropiés s'est fait entre le moment où cet armement a été vendu à Saddam Hussein par le PR-UDF au pouvoir à l'aube de cette guerre, et l'inauguration du dit «Centre de la Paix» après les derniers coups de fusil par un éminent membre du même parti.

I-2. Mise sur pied

Sur ce type de beaux bâtiments interviennent des architectes du patrimoine. Il s'est agi du cabinet Xavier Fabre & Vincent Speller ([là](#)).

« La tranche de travaux comprenant la restauration du grand séminaire et la réalisation des divers équipements logistiques du Centre mondial de la paix, s'est élevée à 40 millions de francs. Une autre tranche d'un montant de 27 millions de francs a permis de rénover une partie intérieure du palais épiscopal en vue de la réalisation du projet muséographique et du Centre de documentation»

«Le total des dépenses consacrées à ces diverses opérations peut donc être évalué à 97 millions de francs [14,8 M€], dont 67 millions [10 millions €] rattachés directement ou indirectement aux activités propres

du Centre mondial de la paix, le solde, soit 30 millions de francs, devant être considéré comme ayant été affecté à la rénovation d'un monument historique... La réhabilitation du palais épiscopal n'est pas encore achevée...»; « En conclusion, la rénovation du palais épiscopal a permis au Centre de disposer d'outils tels que l'exposition permanente, la salle de conférence de 300 places dans la grande galerie, le centre de documentation avec une salle de projection de 100 places, une auberge de jeunesse de 70 lits ouverte depuis le 1er juillet 1995 soit au total un ensemble de 10 000 m². De manière paradoxale, certains locaux, notamment les salles destinées aux classes de la paix, ne sont pas totalement adaptés...». L'auberge de jeunesse (qui paye un loyer) est gérée par la fédération du même nom et a peu de lien avec le «Centre». «CONCLUSION : Plus de 100 millions de francs de fonds publics ont été mobilisés dans la restauration du palais épiscopal, dont 67 millions peuvent être rattachés directement ou indirectement aux activités du Centre mondial de la paix» (ChRCp 2000, p. 20).

- «Le Centre est **géré** par une association créée le 26 février 1990 composée de huit membres de droit et de membres associés (3 actuellement). Le préfet de la Meuse, la région lorraine, le département de la Meuse, l'évêque de Verdun, un élu du conseil général, un élu du conseil régional, le directeur régional des affaires culturelles, le président de l'association des amis du Centre mondial de la paix sont **membres de droit**. Le représentant de l'État, par courrier du 17 décembre 1997, a manifesté la volonté de se retirer des instances décisionnelles de l'association, mais cette demande est restée sans suite au plan statutaire.» (ChRCp 2000, p 9). Cette association est présidée par Gérard Longuet. La ville s'en est retirée en 1995.
- « De 1990 à 1991, la comptabilité a été tenue par un agent du conseil général de la Meuse... En juin 1992, le nouveau directeur [Denis Maréchal] de l'association a appelé l'attention du président de l'association sur l'absence de suivi budgétaire et comptable. Les comptes annuels de l'exercice 1990 n'ont pas été établis et les opérations de cet exercice ont été rattachées en 1991 aux comptes de réserves non affectées selon des règles qui n'ont pu être identifiées. Les comptes des exercices 1991, approuvés seulement au début de l'année 1993, et 1992 ont acté les conséquences des dysfonctionnements comptables par l'imputation au compte de charges exceptionnelles des opérations suivantes :
 - 1991 : solde d'un compte d'attente : 27 455,93 F ;
 - 1992 : solde des comptes financiers : 15 822, 94 F.

La reprise en 1992 de l'ensemble de la comptabilité par un cabinet d'expertise comptable a permis de fiabiliser sa tenue.. (...) ...Depuis 1995 et non 1993 comme l'indique le président du centre [Gérard Longuet encore et toujours], puisque le déficit de clôture de l'exercice 1994 s'est élevé à 313 000 F, les budgets sont exécutés dans des conditions satisfaisantes, en rupture avec les pratiques antérieures : ainsi en 1991 les dépenses ont été engagées au-delà des ressources disponibles puisque cet exercice s'était achevé par un déficit de 2,2 millions de francs soit pratiquement l'équivalent des produits reçus... (...) ...Les ressources de l'association sont constituées pour l'essentiel de subventions publiques » (ChRC 2000, p 13-14).

« La subvention de l'État reçue en 1992, a permis d'apurer les pertes de l'exercice 1991, qui avaient nécessité la mise en œuvre d'un emprunt à court terme contracté auprès du conseil général de la Meuse ; l'association a ainsi retrouvé en 1992 à 185 000 francs près le niveau de ses fonds propres à la clôture de l'exercice 1990.» (ChRCp 2000, p 16).

« la convention signée en 1992 avec le secrétariat d'État aux anciens combattants et victimes de guerre allouait une subvention de 3 000 000 F. En réponse aux réserves du contrôleur financier, une réunion s'est tenue au secrétariat d'État le 27 octobre 1992, en présence du directeur du Centre, du contrôleur financier et d'un représentant du préfet de la Meuse; à la suite de quoi, les fonds ont été versés en fonction d'un double engagement relatif à la mise en œuvre d'une comptabilité faisant apparaître clairement la distinction entre le fonctionnement courant et les activités du Centre et à la transformation de la structure associative en un groupement d'intérêt public, ainsi qu'en atteste la lettre du président de l'association au délégué à la mémoire historique en date du 27 octobre 1992 ; seul le premier engagement a été tenu.

La convention ne prévoyait pas l'affectation des fonds; en revanche, celle-ci imposait à l'association de rendre compte des conditions d'utilisation des crédits reçus (cf. article 5 de la convention) ; cette obligation n'a pas été remplie dans des conditions satisfaisantes. Aussi, par lettre du 29 décembre 1995 le délégué à la mémoire et à l'information historique a demandé à l'association de justifier les conditions d'utilisation des fonds reçus ; la réponse en date du 12 janvier 1996 est restée évasive : « cette subvention a permis à l'équipe de projet de définir et de créer toutes les conditions favorables à l'éclosion du Centre mondial de la paix inauguré par le premier ministre le 1er juillet 1994 » (ChRCp 2000, p 14).

- Une deuxième association, des « Amis du centre mondial de la paix » a été créée en 1990, par les mêmes, Gérard Longuet, qui là aussi prend la Présidence, et le maire Jacques Barat-Dupont. Lorsque G. Longuet est élu Président de région en 1992, il confie ce poste à Lyne Rousseau conseillère municipale de Jacques Barat-Dumont de 1983 à 89, et élue avec lui (G.L.) conseillère régionale. Elle sera présidente de ces Amis du centre jusqu'en 2013 (en 2017, en tant que Présidente de l'association 14-18 qui est basée au « Centre mondial », on la retrouve trésorière de l'association de gestion du dit « Centre mondial de la paix.. » sous la coupe de Gérard Longuet). Elle dit : « *des personnes voulaient aider le centre, c'est pour cette raison que l'association a été créée, pour accueillir tous les bénévoles qui s'intéressaient au projet* ». Mais quand les Amis sont créés, il y a surtout 4 ans de travaux en perspective. Cette association va être hébergée dans les locaux du dit « Centre Mondial... ». « *Elle assiste le Centre mondial dans différentes missions de caractère logistique, notamment en termes d'accueil, mais aussi de recherche de partenariat. Les comptes du Centre mondial retracent en 1991 et en 1992 le versement à cette association de soutien de subventions d'un montant de 50 000 F en 1991 et de 150 000 F [23 000 €] en 1992 ;le président de l'association a indiqué à la chambre que la subvention de 50 000 F était destinée à couvrir des dépenses de fonctionnement dont des rétributions de collaborateurs ; celle de 150 000 F a été affectée partiellement à la couverture des frais d'organisation du colloque international sur l'Europe pré-danubienne; en tout état de cause, il ne pouvait s'agir que du reversement de subventions obtenues par le Centre mondial, ce dernier ne disposant pas d'autres ressources.*» (ChRCp 2000, p 11). En dépit de ces Amis créés en 1990, « *en 1995, l'audit... soulignait de nouveau le manque d'enracinement local du Centre et de ses activités.* » (ChRCp 2000, p. 6).
- Présentant l'activité des Amis du centre au bout de 20 ans d'existence, Lyne Rousseau mentionne un « *premier colloque organisé par l'association, avec Otto de Habsbourg* ». L'archiduc, potentiel empereur d'Autriche, et roi de Hongrie et de Bohême (il renoncera à ces potentiels qui, avait dit son père, "viennent d'en haut", pour son fils en 2007), proche du Ml Lyautey dans sa jeunesse et anti-communiste peu nuancé (le marxisme « c'est le gris des cadavres ») est un personnage historique. Il est pro-européen et, à contre-courant de certain-e-s de son milieu dénonçait l'antisémitisme et l'anti-islamisme disant que dans sa vie il a vu l'intégrisme partout. Le symbole qu'il porte est son père, très bref et dernier empereur d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, Charles Habsbourg-Lorraine 1er, qui était défavorable à la guerre. A sa nomination en 1916 il avait fait des tentatives vaines de lancer des pourparlers. Il a été béatifié par Jean-Paul II. Lyne Rousseau mentionne aussi une rencontre entre « *des jeunes originaires d'Israël et de Palestine* » en 1995, d'autres non nommées (là). Si elle ne le mentionnait pas via cet article de journal 18 ans plus tard, on l'ignorerait, il n'existe apparemment aucune trace de ces colloques ou rencontres (qui concernaient une poignée de personnes ?). Mme Dominique Ronga, ancienne élue verte, a pris la présidence de l'association en 2013.
- Édouard Balladur Premier Ministre est venu à Bar-le-duc le 30 juin 1994 pour une réunion décentralisée du Comité interministériel de développement et d'aménagement rural (CIDAR). Dans la foulée il s'est rendu aussi à Verdun pour inaugurer le «Centre » de son ministre de l'industrie Gérard Longuet qui déclare : « *Ce ne sera pas un musée dédié à l'histoire, même si celle de Verdun est riche de symbolisme. Ce sera un lieu de réception et d'explication, sans autorité politique, mais dont l'autorité morale sera peut-être reconnue dans quelques décennies... Le Budget [contribuables...]... dont l'essentiel au bénéfice des entreprises locales du BTP.*» (Les Echos, [là](#)). On est en plein dans la période où François Leotard ministre de la défense (1993-95) dont Gérard Longuet est particulièrement proche sur le plan politique (la "bande à léo") et avec lui au gouvernement Balladur, ainsi que N. Sarkozy au budget, signe quatre contrats d'armements. Trois sont avec l'Arabie Saoudite (par ex. contrat *Sawari II* et suite, de 3 frégates 2000 de 4500 tonnes semi-furtives avec missiles surface-air Aster comme sur le Charles de Gaulle + Exocets + torpilles et tous les radars ou sonars Thalès qui vont avec, un contrat *Mouette* de modernisation d'autres frégates, inclus une école de formation de 700 personnes et atelier à Jeddah) qui servent donc aujourd'hui dans la guerre au Yémen.



Fig. 1. Lors du Voyage d'Édouard Balladur en Arabie Saoudite les 07-8 janvier 1994; a) avec François Leotard et Gérard Longuet dans l'avion; b) Gérard Longuet salue son altesse royale Fahd ibn 'Abd al-'Aziz al-Sa'ud; Getty image

Et un contrat avec le Pakistan (3 sous-marins Agosta 1700 tonnes dont 2 construits au Pakistan, système de combat Thalès, pouvant être équipés de 16 torpilles ou missiles exocet, [là](#)). Ces contrats ont fait l'objet de commissions occultes (jusqu'à 20%), de valises d'argent en espèces, de financements politiques illicites (vraisemblablement pour la campagne de Balladur), de corruption internationale, avec société écran luxembourgeoise (*Heine* qui reventile sur les îles vierges, Irlande, île de Man). Ils sont l'objet d'une enquête judiciaire engluée dans la raison d'État. Le procès pourrait avoir lieu en 2018, avec Ziad Takieddine qu'on retrouve avec Guéant-Sarkosy-Hortefeux pour la Libye, auquel le fisc réclame 21 millions, et le saoudien Ali Ben Moussalem, aujourd'hui décédé, connu par ailleurs de la CIA pour du financement de Al-Qaïda et qui avait des liens poussés avec la frange la plus radicale des services secrets pakistanais. Ce dernier contrat semble lié à l'attentat de Karachi du 8 mai 2002 tuant 15 personnes dont 11 français de la DCN, Direction des Constructions Navales (ministère de la défense), qui travaillaient à la construction des sous-marins dans le cadre du contrat Agosta. ([ici](#) et [ici](#)). G. Longuet est cité en tant qu'ancien Président du Parti Républicain ([là](#)).

Cette inauguration du dit « Centre mondial de la Paix » a coûté 134 000 € (877 000 F) financé « par des subventions de caractère exceptionnel », bien que (ChRCp 2000, p. 9) : « *Le compte rendu du conseil d'administration de l'association en date du 29 juillet 1994, prenait acte que la presse nationale avait peu couvert l'inauguration du Centre.* ».

- Pour la Direction du dit « Centre mondial de la Paix... », le directeur pour la conception sur commande du club des 4 élus a donc été d'abord Pierre Noël (détaché Ina) de 1988 à 1992. De 1992 à 1995 la poursuite de la tâche sera confiée, on va le voir, à Denis Maréchal. Ensuite comme Directeurs de fonctionnement, il y aura de ?1997 à 2006 Jean-luc Demandre (féru d'histoire locale, Président de l'association "Connaissance de la Meuse" aux liens très étroits avec le Conseil Général), puis de 2008 à 2012 Luc Becquer (un spécialiste d'Asie centrale) et enfin de 2012 à actuel, Philippe Hansch (juriste et capitaine de réserve).

- De 1992 à 1995, **Denis Maréchal** doit finir la conception/mise sur pied du « Centre mondial de la paix ». En parallèle, il écrit une thèse d'histoire de Science-Po (soutenue en 1994) intitulée ([là](#)) : « *Radio-luxembourg, RTL, histoire politique et culturelle d'une station de radiodiffusion depuis 1933* ».

Denis Maréchal avait été conseiller historique à la mairie de Caen de 1985 à 1988 avant de rejoindre la Société d'économie mixte "le Mémorial de la Paix" de là-bas jusqu'en octobre 1990. Déjà là-bas, en même temps il faisait une thèse 3^e cycle Science-Po (1986) : « *La photographie. Quelle source pour l'histoire ? l'étude du cas français* » ([là](#)). Le projet Meusien imitait en effet dans la pratique ce qui venait de se créer à Caen : un Mémorial de la Paix. Là bas, c'était la volonté de Jean-Marie Girault avocat Maire-sénateur Républicain indépendant/UDF (à partir de 1980), qui à 18 ans avait débarqué derrière les troupes dans des équipes croix rouge en 1944 et avait vu la ville en ruine.

A Verdun pour le « Centre Mondial de la paix » ont été pris un agenceur/scénographe connu nationally, Guy Claude François et, pour l'agencement audiovisuel, une société qui travaillait avec les télévisions nationales, Riff Productions. « *Le comité scientifique chargé de la réalisation du parcours était le suivant : l'historien François Roth, pour « la guerre, la terre et les frontières », les juristes Gérard Cahin et André*

Moine pour « De la guerre à la paix » l'historienne Madeleine Rébérioux pour « Les droits de l'homme », Jean-Denis Mouton professeur de droit international pour les Nations Unies pour la paix, Michel Foucher géographe et Marianne Schaub, philosophe pour l'Europe. » ([là](#)).

▪ Il n'y avait pas de racines réelles à ce projet à Verdun. Une association des amis de la vieille ville de Verdun s'est même constituée en opposition au projet. Denis Maréchal écrira lui-même, mais un peu tard... ("Comment répondre à la demande du politique...", 2006, [là](#)) : « On peut dès lors s'interroger sur la motivation des élus à choisir une voie, en définitive, particulièrement complexe et risquée... » et « À Verdun comme à Caen, l'exposition de l'histoire pérennisait la vocation de ces deux sites à des fins pacifiques et **non en un lieu dédié au pacifisme comme d'aucuns purent un instant le redouter ou le souhaiter.** ». A ce propos la dernière partie du « Centre » donne des éléments de réponse, D. Maréchal : « Un dernier espace enfin vouloir – **rêver la paix** donnait la parole à quatre intellectuels Federico Mayor alors directeur général de l'Unesco, François Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques de Londres, Jean Christophe Ruffin, médecin, spécialiste de l'action humanitaire, et l'économiste Edmond Malinvaud, professeur au Collège de France. ».

Si c'est un « rêve », il est très lié à la défense et à l'élite présentés comme protecteurs :

- [Frederico Mayor](#) a atteint le sommet de la hiérarchie et des honneurs du régime franquiste, cela lorsqu'on y lançait du nucléaire civil (voir annexe A-5);

- [François Heisbourg](#) a été directeur du développement stratégique de Matra-défense, missiles et aérospatial, groupe Lagardère de 1992 à 98 ([ici](#)), c'est à dire au moment des contrats Leotard mentionnés plus haut. Il a été Directeur-général adjoint de Thomson-International de 1984-87 dont 40% de l'activité est dans l'électronique de défense qui fait 70% de son chiffre d'affaire, notamment au Moyen-Orient, Arabie saoudite et Irak (et au cours du septennat V. Giscard d'E. il y a eu aussi l'Afrique du Sud de l'apartheid et Mobutu), avec Philippe Giscard d'Estaing comme Directeur ([là](#));

- [Jean-Christophe Ruffin](#) dit par ses amis « anar de droite », a été Conseiller du ministre de la défense François Léotard dans la réflexion stratégique sur les relations Nord-Sud de 1993 à 1995 ([ici](#), [là](#)). C'est au moment des gros contrats d'armement avec le Pakistan et l'Arabie Saoudite dont on a parlé plus avant;

- [Edmond Malinvaud](#) est un statisticien théoricien économiste connu dans les grandes universités américaines dont l'efficacité des théories, comme toutes théories économiques, reste à prouver ([là](#)).

II. Les activités du dit « Centre mondial de la paix... »

Une fois fonctionnelle, l'association du président-fondateur Gérard Longuet doit être supportée par les subventions publiques à part égale par le Conseil Général, la ville et le Conseil Régional.

♦ Le livre.

« Bien qu'ayant théoriquement une vocation mondiale, le Centre ne perçoit pas de contributions financières internationales; entre 1991 et 1998, seul l'UNESCO a versé en 1995 une subvention de 48 600 F. » (ChRCp 2000, p. 14). La Chambre régionale des comptes écrit aussi sans donner de nom (ChRCp, 2000, p 20) : « Au début des années 1990, une personne privée a réalisé un exemplaire unique d'un ouvrage intitulé « le livre international de la paix », constitué des témoignages de diverses personnalités ; ce document constitué de messages et de représentations iconographiques sur le thème de la paix, placé sous le haut patronage du Centre mondial, a fait l'objet d'une reproduction en nombre limité. Le Centre a participé au financement de cette édition ; ses dépenses se sont élevées à 440 542 F, dont 300 000 F étalés sur trois ans ; à l'origine, sa participation devait être limitée à 100 000 F ; la différence semble résulter du désengagement de l'État et de la Région qui devaient participer à l'édition de l'ouvrage à hauteur de 300 000 F chacun, sans que cela soit formalisé par une convention. Cette opération s'est avérée particulièrement coûteuse pour l'association. »

C'est une dame Chantal Bernard qui peignait et qui a voulu faire une œuvre pour la paix, chez elle et en secret est-il dit, à Grez-sur-Loing (Seine et Marne), pendant des années, depuis 1985. Elle a écrit à plein de personnes célèbres ou symboliques, de lui envoyer un petit mot sur la paix (aussi bien 25 personnalités religieuses que J. Chirac que G. Charpak ou R. Monory l'homme de la répression de Crey-Malville-1977, que mère Theresa, Shimon Peres, des poèmes, des amérindiens...) ou des dessins s'il s'agissait de personnes d'art (beaucoup de colombes), le tout mis en page avec peintures décoratives : [ici](#). Elle en fera don à la Croix Rouge (en 2005, [là](#)). L'éditeur d'art choisi a été Pierre de Tartas à Bièvres ([là](#), Essonne).

L'Unesco a donc donné une subvention au dit « Centre mondial de la paix... » dans ces années là. En tant que

Directeur de l'Unesco Frederico Mayor est basé à Paris. G. Longuet a son appartement dans le 16ème. Ils se connaissent d'autant mieux qu'à ce moment Frederico Mayor est choisi comme l'un des 4 « intellectuels » de référence présentés dans "l'Espace final" du dit « Centre mondial de la paix des libertés et des droits de l'homme » de Verdun comme vu plus haut. Ces deux anciens ministres avaient par ailleurs des raisons de s'entendre au niveau politique.

L'Unesco, dans son « Courrier » du 11 déc. 1993 à la page : « *La chronique de Frederico Mayor* » page 40 qui lui est réservée précise : « *Le Directeur Général de l'Unesco, tout récemment réélu par la Conférence générale, dessine pour les lecteurs du Courrier les grands axes de sa réflexion et de son action* », et sous : « *Actions Unesco en bref* », il s'attribue pratiquement ce livre (p 41; [ici](#)) : « *Placé sous la présidence d'honneur de Federico Mayor, directeur général de l'UNESCO, l'ouvrage rassemble les messages de plus de deux cents personnalités de soixante-douze pays, parmi lesquelles l'écrivain libanais Amin Maalouf, la cantatrice américaine Barbara Hendricks, Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, l'ancien chancelier allemand Willy Brandt et Johan Jørgen Jorgen Holst, ministre norvégien des Affaires étrangères, qui a joué un rôle de premier plan dans le récent accord israélo-palestinien.* ». L'auteure intégrale de cette œuvre exclusivement personnelle, Mme Bernard n'est pas citée... En énumérant des personnes connues qui se trouvent être à l'intérieur (dont il est probable que beaucoup ne se souviendront pas d'avoir en son temps répondu gentiment en 4 lignes à cette dame), F. Mayor apparaît dans ce *Courrier* à distribution mondiale en 32 langues comme grand rassembleur universel. Et le dit « Centre mondial de la paix... » a donc pris ce livre sous son haut patronage.

Comme Gérard Longuet, Frederico Mayor Zargoza dans le passé a mangé beaucoup plus à droite, chez Franco, où il était au moins aussi à l'aise qu'il l'est plus tard à faire des longs discours de bonnes intentions générales (100% scientifiques, on est pas pro-nucléaire pour rien) du haut d'un poste prestigieux à l'ONU : voir Annexe A-5. Leur passé à l'un et l'autre s'y prettant peu, on récupère, pour ne pas dire qu'on s'arrache, tout ce qui peut être ramassé pour donner de la consistance à cet autre habillage public.



Fig. 2. Au siège de l'Unesco le 12 oct. 1993, Gérard Longuet (Ministre de l'Industrie, Président du PR, Vice-Président de l'UDF aux cotés de V. Giscard d'Estaing, et Président de Région) et Frederico Mayor Zargoza Directeur de l'Unesco; de l'autre coté Chantal Bernard; Getty image

- Aucune instance internationale n'a jamais été représentée dans la gestion du centre. Des années après il y aura difficilement de l'ordre de 10 000 entrées plein tarif par an (~ 7500/an de 1994 à 98; ChRCp 2000, p. 18 qui ajoute : « *force est de constater que l'exposition n'est pas très attractive* »). Pourtant il y a 500 000 visiteurs par an à Verdun dont 100 000 pour la seule citadelle de la ville située juste à côté (ChRCp 2000, p. 13). De ces ~ 7500/an, moins de 7 % des visiteurs sont d'origine étrangère et ceux venus exprès pour le centre représentent 25% (ChRCp 2000, p 18).
- Aussi les choses s'étaient gâtées à l'arrivée en 1995 du 3ème maire depuis l'initiation du projet. Il s'agit de l'ancien militaire Arsène Lux, et même ancien officier parachutiste de 1957 à 75 et notamment au 35ème RAP, régiment qui avait combattu 45 ans plus tôt en 1916 dans les secteurs de Douaumont et de Vaux. Il est

gaulliste, défenseur autoritaire de la mémoire et du respect des 600 000 soldats morts autour de Verdun en dix mois et va rester maire jusqu'en mars 2014. Il a recadré les dépenses de la ville ([là](#)) qu'il sort de l'association du dit « Centre mondial » et réduit sensiblement sa participation financière. La ville prend à sa charge jusqu'à fin 1998 une partie des assurances et l'entretien des espaces verts (ChRCp 2000, p 17).

- Avec des subventions de la ville en moins à partir de 1995, l'association du dit « Centre mondial de la paix » se plaint d'avoir un budget insuffisant. Mais qu'y faisait-on ? « **La vie associative a été évaluée avec difficulté dans la mesure où le registre coté et paraphé, prévu à l'article 13 des statuts, couvrant la période 1993- 1997, a été dérobé ; les comptes rendus des instances de l'association, ainsi que les rapports d'activités, n'ont pu être que partiellement reconstitués.**» (ChRCp, 2000 p. 10).
- Mais « dans le cadre du 4ème plan approuvé le 17 décembre 1999, le président de la région [et Président du dit « Centre mondial pour la paix» Gérard Longuet] a indiqué que le centre bénéficierait d'une subvention annuelle de 650 000 F [~ 100 000 €] en exécution d'un contrat de projet ; il a également précisé que les travaux d'investissement, dont la nature et le montant restent à définir feraient l'objet d'un nouveau partenariat dans le cadre du contrat de plan État-Région.» (ChRCp 2000, p 10).
- Dès la deuxième moitié des années 90 le Centre de la paix fait de la location de salles pour des réunions et des séminaires. « Des manifestations plus importantes sont sans rapport avec l'objet du Centre : cocktail de mariage, assemblée générale des sonneurs de trompe, exposition de trophées de chasse, rendez-vous du goût.», en juillet 1995 le championnat d'Europe des jeunes d'échec sur 10 jours. « Force est cependant de constater l'écart entre, d'une part, les ambitions initiales et la vocation du Centre conçu comme espace de rencontres et d'autre part, les réalisations concrètes malgré un développement réel des activités à compter de 1998 ; ce constat illustre à nouveau l'inadéquation des concepts fondateurs.» (ChRCp 2000 p 19-20). En vrac, on voit en mai 2004, « Journées Défense Intelligence Économique » ([ici](#)), « La sculpture à travers le monde » (2010)..
- Une association, la troisième, pour le dit « Centre... » appelée «L'université de la paix» a été créée le 25 sept. 1998 avec pour objet de "de promouvoir et de valoriser les recherches sur la paix, et d'en permettre la diffusion auprès de différents publics." (ChRCp 2000, p 13).
- Vers ?1997, les personnes embauchées pour concevoir un « Centre mondial de la Paix » parties depuis un certain temps, c'est finalement un meusien du cru qui reçoit le poste de Directeur, jusqu'en 2006 inclus : Jean-Luc Demandre. Remi Herment Président du Conseil Général qui a créé le dit « Centre mondial de la paix » avec Gérard Longuet et Jacques Barat-Dupont avait pris J-L Demandre comme Directeur des affaires culturelles du Conseil Général de 1985 à 1992-1993. En effet J-L Demandre est non seulement un féru d'histoire locale, mais il a capacité à organiser avec succès des événements culturels et festifs et même en s'auto-finançant en partie. On va beaucoup parler de Jean-luc Demandre sur cette période en Meuse. Mais c'est pour son autre activité très prenante, l'association "Connaissance de la Meuse" qu'il préside, qui est de par sa personne très proche du Conseil Général, avec son grand spectacle et succès d'été sur la grande guerre dans une vaste carrière près de Verdun : «Des flammes à la lumière». Le spectacle fait 25 000 spectateurs/rices par saison. Et quand on parlera du dit « Centre de la paix » avec lui c'est surtout pour des expositions sur la grande guerre. «A compter du 1er janvier 1998, et pour une période de cinq ans, le Centre mondial a mis gracieusement à la disposition de l'association de préfiguration du programme « 14-18 » des locaux situés dans le palais épiscopal dans la perspective de l'exposition sur la Grande Guerre inaugurée en cours d'année conçue, réalisée et gérée par la dite association à partir d'un fond, la Collection DIORS qui lui a été confiée par le département. Cette manifestation devait se dérouler au mémorial de Fleury mais ce projet n'a pas pu être conduit à son terme ; il a donc été décidé de réaliser l'exposition dans le palais épiscopal, seuls locaux disponibles sur Verdun.» (ChRCp 2000 p. 11). Et les expositions sur la grande guerre continueront : (2013, [là](#)) ou les jeunes convié-e-s sur ce thème (2014, [là](#)), la lettre du centre de nov 2014 qui y est consacrée, etc.
- Le dit « Centre mondial de la paix » qui sert plutôt souvent de lieu d'exposition sur la grande guerre dans cette ville de Verdun ? Lorsqu'en 1988 le quarteron Gérard Longuet, Jacques Barat-Dupont, Remi Herment et Jean-Marie Rauch sont à décider de la destination de ce ce beau bloc de bâtiments au cœur de Verdun, un grand collectionneur passionné voulait créer un musée de la Grande Guerre. Sa proposition a été rejetée par certains de ces quatre hommes non nommés (mais autres que R. Herment) qui voulaient bien le musée mais pas l'homme. Il a finalement trouvé un élu preneur à Meaux en 2004, Jean-François Copé... ([ici](#)). C'est une collection de 50 000 pièces qui avait surtout sa place, soit à Verdun, soit dans la Somme ([là](#), [là](#)). Mais c'est

donc à Meaux, après la construction d'un bâtiment pour cela que ce musée sera inauguré 2011 en grande pompe par Nicolas Sarkozy avec le New York Times présent, « *Une erreur de stratégie politique qu'on va payer pendant des siècles* », soupire Serge Barcellini, directeur de la Mission Histoire du conseil général de la Meuse [historien mis à disposition du département de la Meuse gracieusement par le ministère des anciens combattants en 2008 pour 3,5 ans].» (Le Républicain Lorrain, 11/11/.2011). Serge Barcellini raconte ([là](#), Verdun-meuse.fr, consulté le 16/07/17) : « *C'était en 1982, je venais de créer au sein du Ministère des Anciens Combattants, un tout petit service – la **Commission pour l'Information Historique pour la Paix** – avec... 3 agents. Dans la rue de Bellechasse, un homme me fut présenté. Il s'appelait Jean-Pierre Verney, il travaillait comme photographe au Ministère de l'Agriculture et était passionné par la Grande Guerre dont il collectionnait tous les objets. Je le recrutai à mes côtés. Je le chargeai alors de consacrer toute son activité au montage d'**une exposition nationale annuelle**. Ce fut en 1984 une exposition à la **gare de l'Est** : « 1914... Partis pour un été » - en 1985 dans le **métro** : « 1915... Les Tranchées » - en 1986 à la gare de l'Est : « 1916... Orages d'acier » - en 1987 à la Fondation Mona Bismarck : « 1917... Lafayette nous voilà ! » et en 1988 à l'hôtel de la Monnaie de Paris : « 1918-1988... L'année de l'Armistice » . Ces expositions dessinaient une voie. Les collections de Jean-Pierre Verney pouvaient servir de base à un grand musée national de la Grande Guerre. Nous en rêvions tous deux. Les problèmes que je rencontrais dans ma vie administrative ne me permirent pas d'accompagner ce projet. Jean-Pierre Verney se tourna donc vers les collectivités territoriales. Et ce fut **naturellement la Meuse et Verdun**. Je me souviens du déjeuner que j'organisai à Paris avec le Président du Conseil Général, Rémy Herment, et Jean-Pierre Verney. Tout allait alors bien. **1988, nous envisageons déjà le grand musée européen que Verdun pouvait accueillir. Et puis – tout se gripa.** » Le récit s'arrête là. Jean Pierre Verney a travaillé plus tard avec Jacques Tardi sur la bande dessinée « *putain de guerre* » qui n'est pas du tout quelque chose de pro-guerre ou de nostalgie du souvenir (Casterman 2008, [là](#) ou [là](#)), témoignant pour sa part du volume d'archives avec photos sur lequel le dessinateur s'est appuyé pour créer son univers. Cette bande dessinée a été traduite en anglais lui donnant une distribution mondiale : [ici](#).*

- En 2005, Gérard Longuet interrogé dans Le Monde (qui y revient le 28 févr. 2011, [ici](#)) déclare : "**J'assume avoir été d'extrême droite. On s'est simplement trompé sur le modèle colonial, qui ne pouvait perdurer.**" [pour mémoire le passif français de ses guerres coloniales, C'est ? 20 000 morts à "Sétif", ? 30 000 morts de Madagascar, 400 000 à 500 000 morts en Indochine et ~ 240 000 morts en Algérie, d'autres horreurs au Cameroun].
- Arrivé au dit « Centre Mondial de la paix... », un-e auteur-e du site internet verdun-overblog.net, très documenté et flatteur sur la ville, conclut ceci début **2007** ([là](#)) : « *On peut toutefois faire un reproche à ce lieu de "mémoire" (et plus généralement à l'ensemble des sites historiques de la région) : l'obstination à vouloir faire rimer Paix et Morale, voire Paix et Religion, et l'incapacité à retracer de façon objective le fait historique dans toute sa complexité (économique, politique, sociale, etc.). Bref, on nous dit que "la guerre c'est mal", **on nous dit que nous devons être des "acteurs de la Paix" mais on fait totalement abstraction des politiques qui mènent aux guerres et sur lesquels le "citoyen" (mot qui revient souvent) n'a aucune prise.** ».*
- En juin **2008**, S. Barcellini, contrôleur général des armées, historien de formation, dans un rapport au Conseil Général constate ([ici](#) p. 26) : « *Alors qu'il devait être un instrument de synthèse, le Centre est un nouveau facteur d'émiettement mémoriel. Le financeur principal en est le Conseil Général* », « *Depuis 1990, le Conseil Général de la Meuse a attribué des subventions au Centre Mondial de la Paix pour un total, en € courants de 2 573 675 €, soit en Francs courants 16 882 205 Francs.* » précisant qu'en 2007 le Centre a reçu 145 000 € du Conseil Régional et 219 650 € du Conseil Général. S. Barcellini propose (p. 117) la fermeture de ce dit « Centre Mondial de la Paix », la récupération des locaux.
- Mais en **2008** (à 2012) le « Centre mondial de la paix » présidé par Gérard Longuet embauche un nouveau directeur. Luc Becquer avait fait l'Institut national langues et civilisations orientales, langue russe, puis un diplôme de géopolitique : études soviétiques. En 1992-93, il est « *Conseiller international du président de la commission de la défense* » puis travaille 7 ans comme fonctionnaire européen sur ces pays. A partir de 2001, il travaille pour la CIFAL, société française de commerce et d'accompagnement commercial des grands groupes : Bouygues, Thalès, Total, Vinci, Société Générale..., dans les pays d'Asie centrale, Tadjikistan, Turkménistan, Azerbadjan, Ouzbekistan ([là](#) ou [ici](#) Ouzbekistan). Ces pays sont aussi un chemin d'accès à l'Afghanistan où l'armée française a alors 1 200 véhicules dont plus de 500 véhicules blindés, 1 500 à 1 800

conteneurs...[\(là\)](#). En 2001 (et jusqu'à 2014), l'aviation française s'était installée sur l'aéroport civil de Dushanbé, Tadjikistan occidental (Mirages 2000D, Transall, C-135FR, Mirages F1-CR...) pour opérer sur l'Afghanistan. Ministre de la défense, G. Longuet se rendra à Duschanbé en janvier 2012.

▪ En mars 2010 le Président du dit « *Centre mondial.. des libertés et des droits de l'homme* » G. Longuet, un adepte de la méthode lepenienne des "petites phrases", déclarait aux médias à propos de la candidature de Malek Boutih à la tête de l'autorité contre les discriminations que quelqu'un « *du corps traditionnel français* » y aurait plus sa place (le point de vue de Malek Boutih, [là](#)). Le Maire de Verdun, ancien militaire, commentera (20 minutes 12/03/10; [là](#)) : « *Voilà 90 ans était désigné à Verdun le soldat inconnu qui repose depuis sous l'Arc de Triomphe à Paris*», a pour sa part rappelé Arsène Lux le maire (DVD) de cette commune à Gérard Longuet. « *Nul n'est en mesure d'indiquer quelle était la couleur de peau de ce soldat ni son ancienneté dans la nationalité française. C'est précisément ce qui a fait, et fait toujours la force de sa symbolique universelle*», poursuit l'élu, qui a estimé que les propos du sénateur de son département « *méprisaient gravement la Constitution et son principe fondateur d'égalité* ».

En 2011-2012 une jeune allemande Sarah H. viendra à Verdun faire un service volontaire européen de 12 mois. En fév. 2012 elle signera avec le Centre Social, mais aussi le dit « Centre mondial ... des libertés et des droits de l'homme », une convention « *dans le cadre de l'action « Arrête le racisme ! Sensibilisation des enfants* ». Ainsi tous les mercredis de 8 h 30 à 12 h 30, Sarah effectue la mise en place d'activités de sensibilisation au racisme auprès des enfants par le biais d'actions, de jeux et de mises en situation. » ([là](#)). Monsieur Longuet n'est plus un enfant.



Fig. 3. En avril 2010, Gérard Longuet assiste à une visite à Realmeca à Clermont-en-Argonne, Meuse. Cette entreprise participe à la fabrication du radar Thales pour le rafale et, pour MBDA (Airbus-BAE-Leonardo), à des têtes chercheuses de missiles (Exocet et Mica); [defense.org](#)

III. 2011 : le Président du « Centre mondial de la paix » bras droit de Sarkozy pour détruire la Libye

▪ Des plusieurs pays dans lesquels le "printemps arabe" avait lieu à la mi-février 2011, Bahrein, Libye, Yemen, Iran, c'est en Libye que coté manifestants il y a eu des confrontations de type guérilla : d'entrée prise d'assaut et incendies de casernes de forces de l'ordre ce qui rendait des échanges de feu obligatoires. Le seul point commun temporaire dans l'amalgame mystérieux auquel a été donné le nom de CNT, Conseil National de Transition, que la France a reconnu avant tout autre pays, était de vouloir chasser le despote M. Kadhafi. Nicolas Sarkozy aussi.

▪ Le rapport parlementaire anglais sorti en 2016 sur cette guerre écrit que dès le mois de février, N. Sarkozy est très actif pour pousser à une action militaire internationale ([là](#)). En concordance Patrick Haimzadeh (ancien diplomate) écrit ([là](#)) : « *C'est enfin, dès le 22 février, le contact direct avec l'allié qatarien qui achève de convaincre Nicolas Sarkozy qu'il est temps d'y aller.* ». Dans un entretien en 2012 (vidéo du 05

mai) animé par P. Puchot (Médiapart, [là](#) à 33:00) il ajoute : « si on regarde bien, le 25 février... donc 8 jours après le début de l'insurrection, Nicolas Sarkozy a dit : « **Kadhafi doit partir** ».... la logique de guerre a commencé là... ...et dès fin février Nicolas Sarkozy commençait à donner des directives aux militaires pour préparer la guerre, bien avant les votes des résolutions. ». Il lui fallait donc un ministre de la défense pour **conduire cette guerre**.

- Le 27 février 2011, le Président N. Sarkozy nomme **Gérard Longuet à la tête des armées**. « **C'est formidable, je suis très, très, heureux** » déclare ce dernier qui « **a fêté sa résurrection hier soir avec ses proches autour d'une coupe de champagne**. » (Est Républicain 28/02/11, [là](#); il renverra l'ascenseur, [là](#)).
- Des services de sécurité avaient prévenus du danger de cette aventure de guerre (Robert Dulas & al. "Mort pour la Françafrique", 2014, Stock, in F. Arfi et K. Laske 20/10/14; [là](#)) : « nous expliquions la dangerosité de la situation, en soulignant que le Conseil national de transition (CNT) est composé à 40 % d'intégristes proches d'Al-Qaïda, à 40 % d'anciens kadhafistes, pour certains impliqués dans des exactions, et 20 % de démocrates dont on tire les ficelles et qu'on met en avant à la télé. ».

Les efforts de l'Union Africaine, U.A., ont été ignorés : « En tant que Président de la Commission de l'U.A., Jean Ping du Gabon avait mené les efforts pour négocier une transition politique en Libye qui, dit-il, a été torpillé par l'intervention. « Pourquoi ne nous ont-ils pas laissé une chance de mettre en place notre plan que Kadhafi avait accepté ? » a-t-il écrit l'année dernière dans *Le Monde Diplomatique* [[ici](#)]. Ce plan était que Kadhafi partait en exil... (...) L'U.A. était fortement opposée à des moyens militaires pour résoudre ce qu'elle voyait comme un problème politique en Libye. Mais le plan de l'U.A. a été tué par les puissances occidentales. ». (New Republic 27/05/15, [ici](#); et Idem [là](#)).

N. Sarkozy et son Président du « Centre mondial de la paix » ministre de guerre ont été beaucoup plus loin. Ils ont sciemment fait violer les deux résolutions de l'ONU. A la demande de la Russie, la n°1973 du 17/03/11 avait prononcé un « **cessez le feu immédiat** » dont le rapport parlementaire anglais dira plus tard qu'il n'a jamais pu être appliqué parce que l'armée française continuait ses bombardements ([là](#), paragraphe 50). Dès la résolution n°1970 du 06/02/11 toute livraison d'armes était interdite or le ministre des armées en a fait livrer aux milices (lance-roquettes, fusils d'assaut, mitrailleuses et missiles antichar *Milan*, quelques chars légers). Et une partie est arrivée tout droit dans les bras de la milice d'Abdel Hakim Belhaj militant islamiste qui fut auparavant tenu dans une prison secrète par la CIA (New York Times, 27/02/16), sans compter le compagnonnage de l'armée française avec le Qatar qui distribuait sans gêne, armes, logistique, et forces spéciales dans plusieurs zones.

Cette guerre est traitée en tant que telle : **LibTerrManoeu**, [ici](#)

- The New York Times du 3/04/11 rapporte ([là](#)) : "L'AFP cite **Gérard Longuet** le ministre de la défense français disant aux pilotes qataris et français « à ce moment **le Qatar est essentiel** » lors d'une récente tournée d'une base militaire à Souda sur l'île de Crète [le 30 mars]. « C'est la **première fois qu'il y a un tel niveau de compréhension entre l'Europe et le monde arabe** ». ". En fait de monde arabe : deux émirats, des monarches absolus, et oubliant au passage que le plus gros pays d'Europe, l'Allemagne n'était pas du tout d'accord avec cette guerre soutenant des inconnus et basée sur quelques informations mensongères qui passaient en boucle.

« ...il semble qu'une partie de **la force française de Mirage 2000-5 a été déployée à Souda** [aéroport au NW de la Crète] **spécialement pour travailler avec et supporter la force qatar-Emirats Arabes**, qui est peut-être partie de l'arrangement de départ pour faciliter la participation qatari à la no-fly-zone. Les deux aviations militaires ont immédiatement instauré un effort commun à Souda, de fait un détachement franco-qatari. (...) un village français et qatari a été rapidement installé (...) Le contingent qatari a été estimé à environ 200. » (RAND 2015, [là](#), p. 351).

- Au même moment **au Bahreïn**, comme le Qatar une monarchie absolue, avaient lieu d'importantes protestations pacifiques de l'opposition chiite dominante dans un émirat sunnite minoritaire. Elles sont violemment réprimées. Le Conseil de Coopération des États du Golfe dont le Secrétaire Général était le qatari Abdul Rahman Bin Hamad Al-Attiah, était très remonté contre M. Kadhafi. Pour la Libye ce conseil a milité pour l'établissement international d'une no-fly-zone et la reconnaissance ultra-rapide du CNT de Benghazi. Mais pour le petit émirat de Bahreïn, le 17 février ce même Conseil avait adopté la position inverse de celle qu'il prônait pour la Libye : solidarité et support total à l'émir, responsabilité collective du golfe, sécurité indivisible. La situation continuant à se dégrader, le 13 mars l'émir du Bahreïn appelle au secours. Le lendemain des forces d'interventions saoudiennes et du golfe débarquaient. Elles seront jusqu'à

5000 sur cette île de 678 km². « *Il y avait donc des contrastes aigus dans la manière dont était traitée l'agitation domestique aux presque les extrémités du monde arabe, une illustration de la primauté des objectifs sécuritaires centraux des États, non pas un support général des soulèvements populaires arabes.* » (RAND, [là](#), p. 344).

▪ Cette guerre sert de vitrine pour le matériel militaire français. La France cherchait à vendre ses avions de guerre, comme aux mini mais richissimes Émirats. Le ministre de la défense G. Longuet parle de 60 rafales pour Dubai-Aboud-Dabi, il dit :

« *C'est un matériel qui a fait ses preuves* » a déclaré le ministre, à l'occasion d'une rencontre avec l'Association des journalistes de la défense (AJD). « **Le caractère opérationnel et polyvalent du Rafale est affirmé chaque jour par ces interventions** », a-t-il poursuivi. « **Le théâtre libyen apporte la démonstration que la motorisation actuelle est parfaitement pertinente** » a-t-il ajouté. » ("Zone militaire", 20/07/11, [là](#)).

▪ Pourtant Patrick Haimzadeh ancien militaire et diplomate en Libye, dans un entretien en 2012 ([là](#) à 36:45) : « *une logique qui est en totale contradiction avec l'objectif affiché de protection des populations civiles. **Le bilan de cette guerre c'est 25 à 30 000 morts, et ça continue...(...) un pays dévasté, et donc pas de perspective de sortie de crise.... Et là le peuple libyen, pensez-vous, ça n'intéresse plus personne.*** »

▪ Le Président du dit « *Centre mondial ...des libertés et des droits de l'homme* » on a déjà vu, est un adepte de la méthode lepenienne des "petites phrases" qui déchaînent l'attention médiatique. Il en a sortie une en fev. 2017 : l'islam « *est une religion qui me pose de vrais problèmes pour une raison très simple, c'est qu'elle ne sépare pas le temporel et le spirituel* ». ([là](#)).

Il a mis sa petite phrase dans sa poche lorsqu'il s'inclinait devant son altesse royale Fahd ibn 'Abd al-'Azīz al-Sa'ūd en janv. 1997 (Fig. 1). D'autant qu'il est notoire que cette dernière finançait massivement la construction de mosquées, écoles et centres de recherche coranique de tendance wahhabite à travers le monde non musulman parce qu'il trouvait la vision occidentale de l'islam caricaturale ([là](#); en France, à l'époque par ex., la grande mosquée de Lyon inaugurée en 1995 a été payée presque entièrement par un don du roi Fahd).

Mais peut-être Gérard Longuet s'est-il posé ces *problèmes* suite aux bombardements qu'il faisait faire aux aviateurs français en équipe commune avec ceux de l'émir du Qatar, soutien de l'islamisme politique dans le monde, à Souda ? Quelques années après, en 2014, une alliance de milices islamiste-politiques décrite plus radicales de Misrata, *Fajr libya*, *Aube de Libye*, supportée par le Qatar, a pris le pouvoir à Tripoli et on se bat partout (BBC 24/08/14, [là](#)). Des membres du Hamas, des talibans comme des personnes y compris qataries qui financent (à titre privé ou "philanthropique") Al Qaeda ou ISIS sont connus habiter au Qatar (Congressional Research Service 2014, [là](#) p. 7).

Et pour le civils libyen-ne-s, qui justement sont musulman-e-s à 95,6%, comme l'avait fait remarqué E. Plenel (23/03/11, [là](#)) : « *on voit mal comment un pays pourrait prétendre sincèrement apporter par la guerre la liberté à des peuples dont il méprise, exclut et stigmatise la culture, la croyance et l'itinérance.* ».

Annexe de la dévastation de ce pays sous les ordres notamment du Président du dit «Centre Mondial de la Paix», cela a ré-ouvert les vieux réseaux lucratifs semi-mafieux de passages des jeunes migrants ([là](#), [là](#)) qui était pratiquement arrêtés en 2010, avec d'autres drames.

En 1973, une certaine association "Ordre Nouveau" d'anciens d'Occidents/GUD organisait des manifestations "Halte à l'immigration sauvage" (voir Annexe A-I).

IV. Les tirs atomiques n'ont rien fait à l'environnement

Lorsque la demande d'un suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires progresse au parlement avec un certain support, le Ministre des armées, de N. Sarkozy en janvier 2012, est G. Longuet. Il repousse cette demande avec comme argument (visible dans le film de T. Johnson et H. Felixon, 2014, [là](#) à 1h 09 15) :

"En juin 1996, une mission d'experts internationaux sous l'égide de l'Agence Internationale de l'énergie atomique, s'est rendu sur place pour étudier, mesurer, préciser la situation radiologique de ces atolls. L'étude a permis de conclure qu'aucune mesure corrective n'est nécessaire à Mururoa et à Fangataufa pour des raisons de protection radiologique, que ce soit maintenant ou à l'avenir. Si vous connaissez quelqu'un qui a pu mesurer la radioactivité à Mururoa, eh bien vous fournissez ses coordonnées et vous envoyez ses rapports."

Moruroa et Fangataufa sont sous statut militaire, avec un détachement militaire pour le premier. de Vries et

Seur ("Moruroa et nous...", CDRPC 1997) qui ont conduit une étude sur les travailleurs polynésiens commandée par l'église Évangélique de Hiti Tau avaient fait la demande officielle à pouvoir s'y rendre ce qui leur a toujours été refusé. La commission d'enquête même sur les essais nucléaires sous le Gouvernement polynésien de Oscar Temaru (2005-2006) ne sera pas autorisée à aller à Moruroa ! (Barillot "Victimes des essais nucléaires : histoire d'un combat", C.D.R.P.C., 2010, p. 126). La Criei-Rad a aussi demandé par plusieurs courriers à la Présidence de la République de pouvoir s'y rendre, en vain (Trait-d'Union Criei-Rad n°34, p. 23). Le 04/03/1999, elle avait envoyé une lettre ouverte au Président de la République, faisant remarquer que les chiffres donnés dans le rapport AIEA 1998 pour la contamination du sous-sol étaient respectivement 371 et 94 fois supérieurs au seuil de classement comme installation nucléaire de base (INB) et demandait cette reconnaissance juridique pour sa dimension symbolique.



Fig. 4. G. Longuet, ministre des armées de N. Sarkozy plonge soudain la tête dans des papiers au moment du vote au sénat, positif en dépit de son opposition, le 18/01/12 d'une proposition de loi relative au suivi des conséquences environnementales des essais nucléaires français en Polynésie française

V. Et au dit « Centre mondial de la Paix »...

- **2011**, cette même année à **Verdun**, les choses ne se sont pas arrangées avec le maire pour ce qui est du dit « Centre mondial de la Paix »: ". « **Il ne manquerait plus que je continue à alimenter ce scandale avec l'argent public... Il n'a de mondial que le nom..**(...) Fort de ce constat, l'élu en a assez de voir la plus belle bâtisse de la ville, le palais épiscopal, occupée par ce « Centre ». Elle possède un bail emphytéotique qui s'achèvera... en 2038. Arsène Lux a fait voter en conseil des autorisations lui permettant d'entamer une procédure pour le faire résilier. La dernière a été suivie d'une mise en demeure. L'association a déposé un recours au tribunal administratif... (...) A Verdun, tout le monde connaît les inimitiés qu'a Arsène Lux avec le président du Centre qui n'est autre que... Gérard Longuet, l'actuel ministre UMP de la Défense. Le maire réfute pourtant cette vision des choses. Tout en reconnaissant que ce centre « permet à différents responsables d'avoir une tribune politique sur Verdun. » " (Le Républicain Lorrain, Ph. Marque, 18/03/11; [là](#)).
- En février 2012, le ministre de la défense Gérard Longuet est dans les locaux de l'Andra à Bure (Sud Meuse), il « a rencontré les entreprises de l'association ST 55/52 ... Les PME meusiennes et haut-marnaises regroupées dans cette association de sous-traitants de la **filière nucléaire** étaient venues s'informer sur les procédures de **passation de marchés** appliquées à la défense nationale. » (Jl. Andra, printemps 2012).
- A l'approche des élections 2012, le alors ministre de la défense affirme dans un interview à l'hebdomadaire d'extrême droite Minute que l'UMP peut « parler » avec Marine Le Pen (02/05/12). G. Longuet distingue Marine Le Pen de Jean-Marie Le Pen, en citant lui-même de nouveau, en parlant de plaisir, une de ces "petites phrases" de son collègue de jeunesse : "il est certain que ce dernier n'a jamais pu résister au plaisir des provocations. Sa fille ne souffre pas de ce handicap et nous n'auront pas avec elle de «Durafour crématoire» et autre «détails»" déclare le Président de l'association « Centre mondial de la Paix, des libertés et des droits de l'homme » sur France Info le 01/05/2012.
- Le 31 octobre 2012, en réponse à une dépêche AFP reprenant une demande du ministre algérien demandant à la veille du 58^e anniversaire du début de la guerre d'Algérie une "reconnaissance franche" de crimes perpétrés par le colonialisme français mentionnant notamment la torture (il y a eu un certain lieutenant Le Pen...), le Président du « Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme » fait un bras d'honneur sur le plateau de la chaîne public Sénat à la fin d'une émission (générique, le son était coupé mais pas l'image, Fig. 5).



Fig. 5. Réponse gestuelle de Gérard Longuet sur le plateau de la chaîne public Sénat à une demande de reconnaissance des exactions de la guerre d'Algérie comme la torture; 31/10/12

G. Collard apparenté Front National l'imitera timidement 2 jours plus tard.

Interrogé, un haut responsable algérien constatera : "***Ce geste indigne et outrageant est la marque de fabrique de ce nostalgique de l'Algérie française, mal dégrossi et fascisant.***". Deux jours plus tard le Président du dit « Centre mondial ...des libertés et des droits de l'homme » a fait savoir qu'il assumait sa réaction. Il «**confirme** sont **hostilité de principe à une telle repentance.**». «*C'est un sujet sensible pour moi*», a-t-il déclaré sur France Inter (Le Parisien, 01/11/12). De fait, début janvier 2012 avant la présidentielle, à Perpignan devant un groupe de rapatriés d'Algérie dont le FN et l'UMP s'arrachent les voix, le ministre des armées françaises et des anciens combattants avait lu un "Message de Sarkozy" (écrit par ?) qui dit : "***année du souvenir et du recueillement, et sûrement pas celle de la repentance.***" et avait été largement applaudi (AFP 29/01/12 repris par l'Express).

▪ Au même moment, 2012, à Verdun au dit « Centre mondial de la paix, des libertés et des droits de l'homme », c'est avec avec le Conseil Général, son premier financeur, que le torchon brûle (Est Républicain 18/12/12; [là](#) et [là](#)) : Luc Becquer, Directeur depuis 2008 de l'association présidée par G. Longuet : « *je quitte la fonction de directeur* ». Les raisons ? « *C'est un dialogue de sourd avec le conseil général de la Meuse. Depuis mon arrivée, c'est une affaire d'hommes et au-delà de ça, il y a une sorte de manque d'acceptation de la raison sociale et de la politique culturelle du Centre mondial* ». Le credo du lieu c'est, « *pour les conflits, le rapport entre le temps présent et le passé. Mais aussi la prospective pour être en complémentarité et en diversité avec les champs de bataille. On ne fait pas la même chose et heureusement pour le touriste* ». Luc Becquer dit qu'il faut plus d'argent. De son expérience au « Centre de la Paix », son profil CV international sur LinkedIn écrit ([là](#)) : « *Cultural engineering, management, Institutional Relations, Communication, Fund raising* ». Et le curieux personnage choisi par G. Longuet s'en est retourné au groupe CIFAL ([là](#)) qui représente les grands groupes français en Asie centrale. L'année suivante Thales annonçait la livraison du système complet de délivrance et de contrôle aux frontières des nouveaux passeports biométriques (411 stations) au régime autoritaire de l'Ouzbékistan, où il n'y a pas d'opposition légale et où la plupart des médias étrangers sont interdits (BBC, 5/07/17, [là](#)) où ce contrôle biométrique des individus, comme ailleurs, est centralisé (Zone Bourse, 05/06/13, [là](#)). La France, alors 4ème exportateur mondial d'armements, a livré des hélicoptères à ce pays en 2013 (Le Monde 21/01/14, [là](#)).

▪ **Philippe Hansch** le nouveau Directeur qui succède à Luc Becquer ([là](#)) a une maîtrise en droit des affaires et en droit public et disposait d'un poste à la région (carte multipass des lycéens) lorsqu'il... n'était pas à d'autres formations. Car Philippe Hansch est aussi capitaine. Quelque mois avant sa nomination, en août 2012, il recevait le diplôme de l' « ESORSEM, École Supérieure des Officiers Réservistes Spécialistes État-major. Ce diplôme (équivalent du Diplôme d'état-major pour les militaires d'active) couronne un cursus particulièrement exigeant, que seuls 25 officiers réservistes français et 6 étrangers ont réussi cette année. » aboutissement d'un cursus de 3 ans. La devise de cette école est : « *ils s'instruisent pour mieux servir* ». Les 25 diplômés forment « *la promotion Pierre Messmer, en hommage à ce grand homme français, successivement compagnon de la libération, officier brillant, puis homme d'État et Académicien.* » (outre

qu'il est la personne, avec V. Giscard d'Estaing son ministre d'État qui a lancé le tout-électrique-nucléaire, P. Messmer a aussi alors qu'il était haut commissaire du Cameroun en 1956-58 maintenu l'interdiction des indépendantistes UPC, de loin le plus gros parti politique après la guerre, qu'il a fait pourchasser dans la forêt subéquatoriale, napalm inclus, et fait tuer et exposer la dépouille de leur chef Ruben Um Nyobé qui avait fait un discours à l'ONU en 1952; P. Messmer avait fait regrouper des villages pour les contrôler "grâce à l'expérience" acquise en Indochine, etc.; voir film de G. Leroy et V. Osouf, « Cameroun, Autopsie d'une Indépendance » : [ici](#)). Entre son diplôme militaire et sa nomination à Verdun en décembre, le capitaine Ph. Hansch a participé à des exercices pour la mise en pratique de son nouveau savoir-faire ([ici](#) avec sa photo en tenue).

♦ En 2013 le dit « Centre Mondial de la Paix... » expose : « **Regard croisé sur le Mali** » ([ici](#), [là](#)) avec des photos des militaires engagés dans l'**opération "Serval"** [lancée en janv. 2013] et des regards maliens reconnaissants. Depuis il a fallu élargir cette opération renommée *Barkhane* (août 2014; plus de 4000 hommes déployés) sur les Mali, Niger, le Tchad, Burkina Faso et Mauritanie.

Le Niger et le Tchad, cela représente quasi toute la frontière Sud de la Libye... 1370 kilomètres. Il n'était pas précisé dans ce "Regard croisé" que 6 pays avaient fondé le groupement CENSAD des pays du Sahel et du Sahara pour le développement d'un espace économique commun le 04/02/98 à Tripoli, et dont M. Kadhafi avait été le porte-parole. Ce nouveau groupement travaillait à une pacification de la zone saharienne, de la solidarité, la lutte contre la désertification. Vingt-cinq pays africains l'avaient rejoint. La Libye a facilité des réconciliations entre rebelles touaregs et autorités centrales dans le Sahel. Pour le Tchad, en janvier 2002, c'est à Tripoli qu'est signé un accord mettant fin à une nouvelle guerre civile dans ce pays depuis oct. 1998 (thèse Aburitté, Clermont 2012, p. 212). En 2009 la Libye est impliquée dans l'arrêt de rébellion du Mouvement Nigérien pour la Justice.

Ce lent travail de négociations entre pays de ce groupement régional de pays a été stoppé net par la démolition militaire 2011 de la Libye sous commandement du Président du « Centre Mondial de la Paix » de Verdun.

La création du MNLA tuareg, Azawad National Liberation Movement en octobre 2011 en est une conséquence directe.

En 2012 les séparatistes touareg du MNLA commandés par Mohamed Ag Najim, tuareg malien qui a été dans l'armée de Kadhafi et dont le père avait été tué lors de la rébellion touareg du Mali dans les années 90, faisaient scission en partie Nord du Mali. « *à ce moment-là, le récit dominant au Mali consistait à dire que l'intervention française en Libye, d'où est parti un important renfort militaire au MNLA, avait provoqué la résurgence de la rébellion touarègue. L'image de la France était alors déplorable.* ». Ce convoi comportait des camions porteurs de lances de roquettes (BM21), des véhicules blindés (BTR 60) des missiles terre-terre, plusieurs centaines de combattants.

"*Il faut dire et répéter que le facteur déclenchant de tout cela est l'intervention occidentale en Libye*", dit Eric Dénécé, directeur du Centre français de recherche sur le renseignement (CF2R, [là](#)). Des touaregs qui étaient dans l'armée malienne ont alors déserté. Toutes ces zones avaient été colonisées militairement par la France au début du 20ème siècle. Le découpage actuel du Sahara en petits morceaux sans rapport à la population touareg (ou toubous) et à la géographie, brisant les lignes de transhumance, est aussi un héritage du colonialisme ([là](#)).

Et au Mali, parallèlement au foyer libyen la situation continue d'évoluer. En 2017, des milliers d'enfants, maintenant du centre du pays aussi ne sourient plus : ils ne peuvent plus aller à l'école. Les autorités les ont fermés pour raisons de sécurité. En effet en 2016 il y a eu « *385 attaques dans le nord et dans le centre du Mali, qui ont coûté la vie à 332 personnes, dont 207 civils. C'est deux fois plus qu'en 2015... Durant le premier trimestre 2017, elle a recensé 45 attaques et au moins 151 victimes. Dans un récent rapport, l'ONG [FIDH] évoque « un niveau d'insécurité sans précédent ». Même l'ONU en convient.* » (cette ONG FIDH est tout autant responsable que des Sarkozy-Longuet de cette situation, voir [VieuxCNT ici](#) et [LibONG-CP, là](#)). Le Nord du Burkina Faso est aussi déstabilisé par la destruction de la Libye, 100 écoles sont fermées, 11 000 écolier-e-s ne peuvent plus aller à l'école à cause de la déstabilisation de tout le Sahara/Sahel (RFI, 14/04/18, [là](#)).

Missiles et hélicoptères de combat high tech n'y arrivent pas, et même les bases de drones high tech américains installés à Niamey et Agadez (avec 800 militaires américains au Niger) ne suffisent plus ([là](#)). Il y a des relations complexes entre les groupes radicaux et les populations locales délaissées par le pouvoir du Sud. Les groupes islamistes se sont endogénéisés dans cette nouvelle situation éclatée. Ces acteurs sont reliés

par des liens géographiques, économiques, clientélistes, religieux, communautaires, personnels... (Yvan Guichaoua, 15/08/17, [là](#)).

- Sinon les responsables du dit « Centre mondial de la paix » : essaient toujours de trouver des usages à ces beaux locaux : des salon du livre (automne 2013, nov 2016), «Mon Europe» (avril 17), exposition d'objet (protestantisme et patrimoine Grand-Est, juin 2017), Journée Défense et Citoyenne où on rappelle l'importance de l'armée ([ici](#)), des Stages permis-point ([là](#)); «Affiches politiques». Sans oublier, la précision qui figure sur la plaquette du centre ([là](#)) :

« Tourisme d'affaires.. Nos salles sont modulables et s'adaptent à vos besoins... Lancement de produits, dédicaces...».

- En juillet 2014, suite au changement de municipalité, le maire de Verdun Samuel Hazard, PS (conseiller général depuis mars 2011), « *c'est le message de la paix dont je veux être porteur* », se met un des 3 Vice-président dans ce dit « Centre mondial de la paix... ».

- Trouver des usages... : ainsi les 15-17 sept. 2014 le dit «Centre Mondial de la Paix» servait à un colloque Andra-Agence pour l'Énergie Nucléaire de l'OCDE « Constructing Memory » ([là](#)). C'était objectivement l'accompagnement publicitaire du dossier de presse que l'agence du nucléaire Andra sortait ce mois là ([ici](#)). Le fait qu'au même moment la France produisait à plein tube ces déchets éternels dans 58 réacteurs atomiques, qui roulent sans assurance (essayez vous pour voir) ce qui permet à EDF de dire qu'elle va les prolonger de 20 ans, le fait aussi qu'EDF construit, y compris avec des pièces hors-normes, l'un des plus puissant réacteur nucléaire au monde à Flamanville, ne faisaient pas partie du «colloque». Des CRS comme les verdunois n'en avaient jamais vu autant dans leur ville surveillaient à ce que ces contribuables et citoyen-ne-s meusiens ne-s laissent en paix les salarié-e-s du nucléaire dans le dit « *Centre... des libertés et des droits de l'homme* » (Fig. 6)

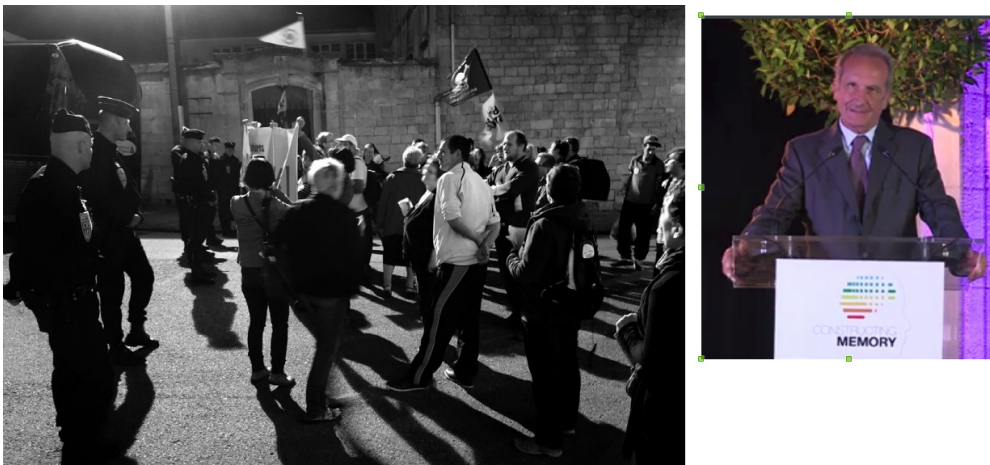


Fig. 6. Le 15 sept. 2014, à gauche les CRS bloquent l'entrée du dit « *Centre mondial de la paix des libertés et des droits de l'homme* » aux meusiens-lorrains et contribuables locaux opposés à une telle assemblée de nucléaire rassemblée dans le cadre de l'enfouissement des déchets nucléaires dans leur département ([là](#)). Tandis qu'à l'intérieur Gérard Longuet (parachuté en Meuse par son collègue d'ENA, Léotard, en 1978), Président-créateur de ce dit "Centre mondial de la paix..." accueillait avec militantisme, il a tenté deux fois d'avoir la présidence d'EDF, ces salarié-e-s du nucléaire mondial. Toute la journée suivant le colloque, ils/elles étaient invité-e-s à visiter le labo Andra à Bure dans le Sud Meuse lui aussi gardé « en paix » par forte présence gendarmesque.

anegeo avril 2016/juillet 18

Annexes

Personnes impliquées ou citées avec le dit « Centre mondial de la Paix... »

A-1. Gérard Longuet

- G. Longuet dit qu'il a longtemps hésité entre ses activités politiques et d'homme d' « affaires » dont on trouve de bons listings comme [ici](#) ou [là](#) ou [là](#), avec du bon [conseil](#) ou [là](#) ou [là](#), [là](#). Il a été mis en examen cinq fois et a été relaxé cinq fois, suite à saucissonnage ([là](#)), la loi d'amnistie de 1990 et autre délais de prescription. Sa maintenant célèbre villa de St Tropez a été construite, de 1989 à fin 93, juste au même moment que se faisaient les rénovation du dit « Centre mondial de la paix... » à Verdun, [affaires de famille](#) : [là](#)
- Né à Neuilly-sur-Seine, son parcours politique commence au lycée Henri-IV de l'élite parisienne en face du Panthéon, montagne Ste Geneviève, 5^{ème} arrondissement, où il a rencontré Michel Calzaroni avec qui il militera des années. "Michel Calzaroni est un enfant de la décolonisation douloureuse. Dans son bureau trône une grande photo de rizière dans la brume. Comme un souvenir de **cette Indochine** où il passa son enfance et **dont il garde la nostalgie**" dira un journaliste ([ici](#)). Puis à la fac de droit d'Assas et Science Po, selon Le Monde du 22 mars 1986 : "Militant d'extrême droite alors qu'il est à Sciences Po, M. Gérard Longuet participa à la création du Mouvement **Occident** en 1964. Trois ans plus tard, il est identifié dans un commando qui s'oppose durement à un groupe de militants gauchistes à Rouen." [12 janvier 1967, commando armé, barres de fer, **contre un "comité Vietnam"** qui réclamait la fin de l'intervention militaire américaine, qui tenait un stand et distribuait des tracts devant le Resto U du campus; une dizaine de jeunes, garçons et filles, ont été sérieusement blessés dont un dans le coma avec un grave traumatisme crânien]. Interpellés G. Longuet (qui semble-t-il sera retenu 2 mois à la prison de Rouen), A. Madelin, P. Devedjian, Patrice Gelinet et 9 autres militants sont condamnés le 12 juillet 1967 au tribunal correctionnel de Rouen à 1000F d'amende pour "complicité de violence et voie de fait avec armes et préméditation". Occident est dissous par décret suite au plasticage de la librairie maoïste de la rue Git-le-Cœur avec l'aide d'anciens de l'OAS. Aussitôt est créé par Alain Robert et Gérard Longuet "L'Union Droit"/**GUD** (Groupe d'Union et de Défense) à Assas qui a des élus au Conseil d'Université avec G. Longuet tête de liste. Le GUD qui règne en maître à Assas sera toujours connu en milieu universitaire pour son usage de la violence qu'il revendique.



9 avril 1976 : meeting de solidarité avec Philippe Marandot. Le GUD-Assas a réuni son S. O. des grands jours.

Fig. 7. "Service d'ordre" du GUD-Assas en 1976 ("Les rats maudits", 1995 p. 85)

En décembre 1969 "Union Droit"/GUD, notamment Alain Robert, participe à la création et Bureau de "**Ordre nouveau**" (déclaré au JO 15/12/69). G. Longuet fait son service militaire en 1970 puis il rentre à l'ENA de janv. 1971 à juin 1973 ("promo 73", où il y a F. Leotard). Le 05 octobre 1972, Ordre nouveau s'allie aux lepenistes pour fonder un **Front National** dont le Président est Jean-Marie Le Pen, le secrétaire Général est Alain Robert (Ordre nouveau/GUD, le binôme de Gérard Longuet), le Vice-Président est François Brigneau, milicien tardif de Darnand, le Secrétaire général adjoint est Roger Holeindre (para/OAS gracié), et le trésorier Pierre Bousquet, leader du parti "Jeunesse franciste" qui avait été parmi les premiers des 300 volontaires en 1943 dans la division Waffen SS Charlemagne.



Fig. 8. En sept. 1972, des responsables d'Ordre Nouveau (Alain Robert...) se rendent en Italie rencontrer les responsables du MSI (Mvt néofasciste italien créé en 1946). Ils en ramènent un logo qui n'est autre que la flamme du MSI adaptée aux couleurs françaises ("Les Rats maudits" 1995, p. 61).

Le Monde du 28/02/11 écrit : "Selon l'actuel directeur adjoint de la rédaction de France Inter, Renaud Dély ("Histoire secrète du Front National, 1999, Grasset), c'est depuis la prestigieuse école que Gérard Longuet rédige, l'année suivante [de son arrivée à l'ENA] le programme économique d'un nouveau parti qui vient de voir le jour : le Front National.". L'historique d'extrême droite lui même ("Les rats maudits", p. 65) le reconnaît d'un clin d'œil : "On y reconnaît l'inimitable plume de Gérard Longuet, qui démentira l'avoir rédigé.". Le 21/06/73, Réunion publique "Halte à l'immigration sauvage" organisé par Ordre Nouveau; affrontements avec la Ligue Communiste : nuit de violences, 76 policiers blessés. Le 28/06/73 Ordre Nouveau et la Ligue Communiste sont dissous par décret.

A ce moment le jeune diplômé de l'ENA ayant ses premiers postes en préfecture ou auprès de ministères change de registre. L'occasion en or pour l'ancienne bande d'Occident se présente avec la candidature présidentielle de Valéry Giscard d'Estaing. Celui-ci bien vu dans les sondages d'opinion n'a qu'un petit parti de notables (issu de son beau père) et a un besoin urgent de militant-e-s. Le mariage va être gagnant-gagnant puisque le 27 mai 1974, Valéry est élu Président de la République avec 50,81 % des voix.

Le Figaro ([ici](#)) :

"Les fonds secrets de l'UIMM ont-ils transité par l'extrême droite étudiante française ? Et la campagne électorale de 1974 de Valéry Giscard d'Estaing en a-t-elle indirectement tiré profité ? ... Les vitrines successives de l'extrême droite étudiante Occident, Ordre nouveau puis GUD (Groupe Union Droit puis Groupe Union Défense) (...)

Dans l'enquête, cette hypothèse trouve ses origines dans l'audition du délégué général adjoint de l'UIMM, Dominique de Calan, le 13 février dernier. Ce jour-là, juste avant d'être mis en examen à son tour, il évoque devant les enquêteurs de la brigade financière des «organismes universitaires» qui auraient bénéficié des fonds en liquide distribués par l'union patronale. Aucun détail supplémentaire n'est alors fourni.

Mais cette théorie est nourrie par le livre de Yves Bertrand, "Je ne sais rien mais je dirai presque tout", sorti en septembre 2007. À la page 153, cet ancien grand policier va plus loin. Selon lui, « seuls quelques naïfs croient encore que Giscard a pu mener campagne, en 1974, avec les maigres moyens des Républicains indépendants : sa logistique, son service d'ordre, ce sont les "petits gars" d'Ordre nouveau qui les ont assurés, grâce aux enveloppes en liquide de l'Union des industries métallurgiques et minières, la fameuse UIMM, dont la gauche ne s'est jamais privée de rappeler qu'elle descendait de l'ancien Comité des forges, le bastion des 200 familles »....

Membre d'Occident jusqu'en 1968 puis membre de l'équipe de campagne de VGE, l'ancien ministre Alain Madelin livre des précisions. Joint par Le Figaro, il affirme : «La thèse de Yves Bertrand est un raccourci un peu intrépide. Que l'UIMM soutienne Giscard via le CNPF (Centre national du patronat français, l'ancêtre du Medef), pourquoi pas ? Mais qu'ils aient payé directement le GUD, c'est absurde.». Selon lui, le financement des meetings de VGE en 1974 était géré par Hubert Bassot, aujourd'hui décédé. Cet ancien député, fervent partisan de l'Algérie française, avait notamment participé à la revue L'Esprit public, proche de l'OAS. C'est lui qui servait d'intermédiaire discret entre les mouvements étudiants d'extrême droite et le patronat. Tellement discret que Valéry Giscard d'Estaing affirme n'avoir jamais eu connaissance de telles

ramifications. « Qu'un mouvement d'extrême droite puisse coller mes affiches de campagne relève de l'in vraisemblable », nous confiait lundi l'ancien président de la République."

Confirmation avec le parcours d'une autre ancienne du GUD, Occident, amie d'Alain Madelin, Gérard Longuet et Hervé Novelli : Anne Méaux. "Le recours à des **militants d'extrême droite** est courant pendant la campagne de Giscard. La plupart arrivent **par l'intermédiaire d'Alain Robert**, ancien d'Occident, du GUD et du groupuscule **Ordre Nouveau**, et **via Hubert Bassot ancien défenseur de l'Algérie française, proche de l'OAS**. En 1974 VGE a installé son QG de campagne rue de la bienfaisance, à Paris. Mais une structure parallèle est également mise en place Bd St Germain, au siège des **Républicains Indépendants**, pilotée par **Hubert Bassot** pour s'occuper de la logistique. C'est ce dernier qui structure le parti, crée son service d'ordre et recherche les financements. C'est lui qui négocie aussi le ralliement de l'hebdomadaire Minute à Giscard [dès le premier tour]. Anne Méaux... boulevard St Germain... « je m'occupais du secrétariat des voyages. J'appelais pour réserver les chambres d'hôtel... » (...) entre elle, Longuet et Madelin... ils se disaient que Le Pen, ça ne marcherait jamais. Le giscardisme naissant puis arrivé au pouvoir pouvait être une solution pour eux pour faire de l'entrisme" (A. Gorius et M. Moreau 2011, "Les gourous de la com'. Trente ans de manipulations politiques et économiques", La Découverte, chap. 2, [là](#), [là](#)).

C'est ce(s) parti(s) (Républicains Indépendants, RI, devenu Parti Républicain, PR, puis UDF) qui vont être l'échelle d'ascension au sommet pour "la bande à Léo" (Leotard, Madelin, Longuet... pour les plus connus). C'est ces partis et gouvernements qui plongent la France dans le tout-électricité-nucléaire (voir le billet "*Les Giscard d'Estaing, du lobby colonial au lobby nucléaire*", [ici](#)).

Dès les législatives 1978, Giscard a un besoin vital de députés. Michel Poniatowski charge F. Leotard (qui l'explique dans son livre "*A mots découverts*") d'en mettre partout où il peut. C'est ainsi que Alain Madelin est parachuté à Redon qu'il découvre, que Gérard Longuet est parachuté en Meuse qu'il découvre... Le journaliste R. Bacqué confirme ([ici](#)) : "...quand il cherche de jeunes talents pour contrer les gaullistes qui avaient « tout verrouillé », le bras droit de Giscard, Michel Poniatowski recrute, en toute connaissance de cause, les anciens d'Occident.". Dans cette vidéo ([là](#) « L'homme à abattre » de Pierre Abramovici, un peu après milieu) Pierre Sergent, chef de l'OAS métropole : « j'étais au mieux avec Monsieur Poniatowsky » qui lui était avec Monsieur Giscard qui était au pouvoir avec De Gaulle, « très Algérie française comme monsieur Giscard d'Estaing ». Ce qui n'empêche pas le prince M. Poniatowski Président d'honneur du Parti Républicain, encore dans le journal Le Figaro du 20 juin 1991 de déclarer qu'il veut « aller plus loin que Le Pen » dans ses propositions : « Il y a eu trop d'immigration, qui a entraîné trop de chômage, d'où a découlé trop d'insécurité. (...) La population immigrée, principalement maghrébine et noire est hautement criminogène. (...) autres mesures « le rétablissement de la priorité de travail pour les français... suppression des allocations familiales pour les étrangers non ressortissant de la CEE », etc. ([là](#), [là](#)). Et Dans National Hebdo du 8 février 1992, le prince dénonce les « lobbys ethniques ». Gérard Longuet un peu avant (Le Monde du 07 avril 1991) appelle à la signature d'accords électoraux avec le Front National de Jean-Marie Le Pen.

Jean-Bernard Levy, actuel patron d'EDF était Directeur de cabinet, c'est-à-dire le subordonné, du ministre Gérard Longuet en 1993. La première chose qu'il a faite à sa nomination fin 2014 a été de prendre Anne Méaux comme conseillère en communication ("Image 7").

A-2. Le maire de Verdun de 1983 à 1989, Jacques Barat-Dupont

Jacques Barat-Dupont est donc celui qui a fait équipe avec Gérard Longuet pour le lancement d'un dit « Centre mondial de la Paix ». Il cède le beau bloc architectural du Palais épiscopal en attente d'attribution à une association à créer en ce sens. Le New York Times rapporte qu'il venait d'avoir quelques décisions financières polémiques dans sa ville (11/02/88, [là](#)) : « *Indépendant sans étiquette, le maire a été impliqué dans plusieurs affaires, dont un emprunt coûteux en marks, et un plan bizarre de création d'emplois qui a permis à un compagnie textile de se servir grassement sur la municipalité.* ». Début 1988 justement est ce moment où à 70 ans il avait réhabilité Philippe Pétain en faisant ré-inscrire dans la grande salle de la Mairie le nom « général Pétain, vainqueur de Verdun » en lettres de bois sculpté sur la liste des citoyens d'honneur de la ville. C'est la raison pour laquelle on parle de lui jusqu'au USA, Son nom avait été effacé à la libération à la suite de sa collaboration plusieurs années avec le régime nazi : les lois antisémites de la « révolution nationale », les déportations à partir de la zone libre, l'usage accordé des aéroports de Liban-Syrie à Hitler, l'ordre de couler tous les bâtiments de la marine nationale en nov. 1942 au lieu de la laisser filer en Algérie, la milice qui avec les SS pourchassait la résistance, et avait été condamné en 1945 pour haute trahison sur

cette période ([ici](#)). Jacques Barat-Dupont l'avait défendu en disant que contrairement à la Pologne, 80% des juifs de France n'ont pas été tués pendant la 2ème guerre. Jacques Barat-Dupont parlait aussi de ramener les restes de Philippe Pétain à Verdun pour booster un certain tourisme. En même temps il voulait que les cérémonies commémoratives alors appelées « fêtes de la bataille » prennent le nom de « fêtes de la victoire ».

▪ **Jean-Louis Dumont**, PS, lui succède à la Mairie, de **1989 à 1995**. C'est sans changement quant à la création d'un «*Centre de la paix, des libertés et des droits de l'homme* ». En 2016, J.L. Dumont est toujours et encore secrétaire de l'Association du dit «*Centre mondial de la paix...* » sous la présidence de Gérard Longuet. Les années récentes ont révélé convergence de certaines méthodes entre les deux hommes. Pour accélérer l'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse ils ont joué en relais au parlement : J.L. Dumont avec 2 autres présentent début janv 2015 l'amendement permettant au lobby de griller une étape de contrôle, [ici](#). Obligé de le retirer par conflit avec sa majorité, c'est Gérard Longuet qui prend le relais quelques mois plus tard à 05h du matin alors qu'il y a 15 personnes dans l'hémicycle : [là](#) (Sciences & Avenir 20/07/15), avec le soutien de l'alors ministre E. Macron. J.L. Dumont est également de cette majorité dite "socialiste" qui a fait passer le 24 juillet 2015 la loi d'espionnage-"J.J. Urvoas" ([ici](#)) qui a transformé en terroristes au même titre que les frères Kouachi toute personne qui va contre «*Les intérêts économiques, industriels et scientifiques majeurs de la France* ». Tous les premiers ministres et Présidents décrivent avec les termes de cette loi de pouvoir policier/militaire débarrassé de tout aspect judiciaire, le nucléaire civil ainsi que le projet d'enfouissement des déchets nucléaires en Meuse à Bure qui leur faut avec. Tout est permis en termes d'espionnage à discrétion des couloirs des ministères contre ces gens meusien-ne-s/haut-marnais-e-s opposé-e-s à ce projet : tout ce qui est électronique évidemment, les fournisseurs ont obligation de tout donner aux services intérieurs de renseignement, mais cette loi leur donne aussi le droit de pénétrer secrètement chez eux/elles, en toute légalité par exemple (il n'y aura plus d'affaire du type des "plombiers" au Canard, c'est désormais légal). C'est là la conception des «*libertés et des droits de l'homme* » du Secrétaire du dit «*Centre* » du même nom : *libre* et ayant des *droits*, tant qu'on s'abstient de critiquer le nucléaire.

A-3. Le Président de région, 1986-92, Jean-Marie Rauch

Il est aussi maire de Metz et encore aussi sénateur (jusqu'en juillet 88). Et en juillet 88 (il abandonne le Sénat) il devient sans démissionner de sa Mairie, ni de la région, ministre du Commerce extérieur (mai 1988-1991), puis ministre délégué aux Postes et Télécommunications (1991-1992, la place précédente de G. Longuet), et ministre délégué chargé du Commerce et de l'Artisanat (jusqu'à sept 92 où il se fait ré-élire sénateur). Cette partie là, c'était à "gauche" dans les gouvernements Rocard et Cresson. Il dira qu'à cette époque où se décide un dit «*Centre mondial de la paix* » qu'il finance avec la région, **il était surchargé de travail, ne dormait guère, et passait son temps dans des avions.**

Jean-Marie Rauch se dit "centriste" : il a un pied de chaque côté de la ligne centrale. Il était supporter de Giscard contre Mitterrand en 1981, il était le candidat de l'UDF (comme Gérard Longuet qui est PR-UDF) pour la Région en 1986. Il la gagne au 3ème tour grâce au support du RPR (qui retire la candidature de P. Messmer qui fait la gueule, sans quoi Rauch ne passait pas). Il a failli aussi en plus entrer dans le gouvernement de J. Chirac cette même année (bloqué par Messmer qui venait de lui laisser la place au Conseil Régional, sinon JM Rauch aurait été avec Longuet dans le gouvernement). Mais lorsque juste après c'est le PS qui reprend les rênes et joue l'ouverture en juillet 1988 (Rocard), Jean-Marie Rauch n'hésite pas pour un poste de ministre dont il rêvait, chez ses opposants d'hier, un choix cruel pour ses opposants socialistes messins.

▪ Puis, après un passage de **Thibaut Villemin**, le Vice-Président du dit «*Centre mondial pour la Paix...* » depuis mars 2015 est **Pierre Régent**. Nancéen né en 1980 (premier cycle droit à Nancy, Science Po-Paris 2003/HEC/Master affaires internationales Columbia NY), «*engagé auprès de Nicolas Sarkozy depuis 2005 [à 24 ou 25 ans], il a travaillé à ses côtés à la Présidence de la République pendant 5 ans (2007-2012), au sein de la cellule diplomatique et comme responsable de la communication pour les questions internationales.*». **Il était donc lui aussi tout près du sommet lors de l'attaque Sarkozy-Longuet de la Libye** ([là](#)). «*Il a rejoint, depuis janvier 2013, la Fédération internationale de l'Automobile (FIA) et son Président Jean Todt, en tant que conseiller international et directeur de la communication.*» place de la concorde. C'est peut-être la raison pour laquelle le «club Porsche» a eu l'autorisation de rentrer ses voitures dans la cours du dit «*Centre mondial de la Paix* » en juil 2017 ? La FIA a annoncé officiellement son départ avec l'explication :

«pour rejoindre Sarkozy». C'était pour obtenir un poste électoral : il est élu conseiller régional LR en mars 2015, contre l'avis de Ch. Namy jusque là un des Vice-Président du dit « Centre mondial » qui s'est dit écœuré du parachutage. Et Pierre Régent s'était parachuté à Verdun semble-t-il en 2010 où il est conseiller municipal (d'opposition). C'est lui qui a eu l'investiture LR pour les législative 2017, mais apparemment a du se désister pour la candidature LREM.

A-4. Les Présidents du Conseil Général de la Meuse

1) Chacun leur tour ils ont occupé la Vice-présidence du dit « *Centre mondial de la paix des libertés et des droits de l'homme* » dont leur budget assure la plus grosse part du financement; 2) le Président du Conseil Général est aussi Président du GIP qui distribue au département les "dotations" des producteurs de déchets nucléaires EDF, Areva-CEA pour l'enfouissement nucléaire voulu à Bure dans le Sud Meuse. Le Président du Conseil Général signe de sa blanche main chacune de ces attributions sonnantes et trébuchantes. De 2000 à 2008 (R. Dumez, C. Pancher, C. Namy) : 9 millions d'euros par an; de 2008 à 2010 : 20 millions d'euros par an (C. Namy); et depuis, 30 millions millions d'euros par an (C. Namy, C. Leonard).

♦ **Remi Herment** (1982 à 98), né en 1932, conseiller municipal à 24 ans, exploitant et syndicaliste agricole, il est en 1965 le premier Président de l'Union laitière de la Meuse (créée avec notamment les FDSEA, CDJA, CUMA...) pour regrouper les producteurs face aux acheteurs. En tant que FDSEA il siègeait à la Mutuelle de Santé Agricole et à la Caisse du Crédit Agricole. Il a été administrateur à la Fédération Nationale des Producteurs de lait. Il est Vice-Président de la chambre d'agriculture de 1970 à 76. Maire de Saint-Benoît-en-Woëvre et ensuite de Vigneulles-les-Hattonchatel en 73 (pendant 22 ans jusqu'en 1995), conseiller général à partir de 1970 (jusqu'en 1998), Président du Conseil Général de la Meuse de 1982 à 1998, Président de l'Association départementale des maires de 1978 à 84, élu sénateur Divers-Droite (puis de l'Union Centriste) en sept. 1974 à 42 ans (et jusqu'en sept. 2001, soit 27 ans, [ici](#)). De 1988 à 1994 moment de la création du dit «*Centre mondial de la paix*» alors qu'il est Président du C.G., c'est aussi celui des travaux sur l'Hôtel du Département à Bar-le-Duc avec la société d'économie mixte Semagir, satellite du Département. Coût prévu de 35 MF qui sera payée au final 103 MF (15,7 millions €). Le Directeur Général de la Semagir était Hervé Droitcourt, le fils du suppléant de Gérard Longuet, André Droitcourt. Et de 1989 à fin 93, c'est aussi le moment où une entreprise de travaux public meusienne (Cereda) construit les villas de Gérard Longuet et des Droitcourts dans le Var à un prix défiant toute concurrence. Dans ces dernières affaires 14 personnes iront en correctionnelle en 2002 (condamnations) pour "marchés publics douteux", dont Remi Herment.

▪ **Roger Dumez** (1998 à 2001), industriel meusien (articles tuyauteries Huot, meubles Kit Gente) à St Mihiel dont il est maire de 1995 à 2001. Il est conseiller général divers droite du canton de 1986 à 2004. Avant de devenir Président du C.G., fin 1993 il était le président délégué de la Commission ad hoc pour la question laboratoire de l'Agence des déchets nucléaires. Après que le C.G. ait déjà voté "pour", il présente la chose aux meusien-ne-s (lettre CG 08/07/94) : « *pour gérer enfin sérieusement les déchets nucléaires* », « *développement durable auquel nous aspirons tous (...) écologie nucléaire* ».

▪ **Bertrand Pancher** (2001 à 2004), meusien né en 58, licence de droit/économie, attiré tôt par la politique. De mars 1986 à mai 88, il est embauché au cabinet de Gérard Longuet Ministre délégué des P. et T puis devient assistant parlementaire. En 1989-90, mais on ne le saura que plus tard (Libération 05/05/2004, [ici](#)) : « *Longuet... a été rétribué 6 000 euros par mois (173 561 euros en tout) par Michel Mauer, l'ex-PDG de la Cogedim, pour des «conseils stratégiques»... (...) qui consistait en des rendez-vous pour le moins espacés, d'une heure, une ou deux fois par mois. Ce qui revient, comme l'a souligné le président Desplan, à chiffrer sa rémunération à «6 000 euros de l'heure».* Le tout sans note. Mais Longuet a remis deux études passionnantes à Mauer, **mises en forme par un autre cacique de l'UMP de la Meuse, l'ancien président du conseil général Bernard Pancher** battu aux dernières élections. L'une, consacrée aux «immeubles intelligents» (...) ...une universitaire, dont c'est le sujet de prédilection, découvre que son livre sur les immeubles intelligents, publié peu avant chez Eyrolles, a été recopié in extenso sur 80 pages du rapport remis par Longuet à la Cogedim. Une intéressante question juridique se pose au tribunal : la contrefaçon est prescrite au bout de trois ans, le recel par contre est continu. Le sénateur a donc intérêt à assumer son rôle d'auteur.. ». Il y a eu ce salaire par le Parti Républicain mentionné dans l'Express du 06/10/1994 ([là](#)) : « *En outre, le délit de recel d'abus de biens sociaux pourrait concerner un proche collaborateur de Gérard Longuet, Bertrand Pancher, conseiller général de la Meuse: il a été salarié fictif du GRR [Groupement des régies réunies chargé de gérer*

la publicité du PR], de juin 1990 à juillet 1992, pour un salaire mensuel de 15 000 francs. ». C'est au conditionnel, aussi peut-être a-t-il été mis hors de cause.. Bertrand Pancher est élu conseiller général en mars 92 (maire de Bar-le-duc de 1995 à 2001 où il quitte pour la présidence du C.G.) jusqu'en 2004, puis le redevient en 2014. Il a été "conseiller chargé de la démocratie participative et du débat public auprès du Ministre de l'Écologie" de 2003 à 2005 (correspond aux ministres R. Bachelot puis S. Lepeltier). Il est député depuis juin 2007, UDI/LR, supporté par G. Longuet. Il est à l'OPECST (où G. Longuet est aussi en tant que sénateur), tour d'ivoire des plus farouches pro-nucléaires de l'hexagone.

♦ **Christian Namy** (2004-2015), né 1938, école de Commerce, Parti Radical valoisien J-L Borloo, "consultant", conseiller général de mars 1985 à mars 2015, maire de Pierrefite-sur-aire de mars 89 à mars 2004 (démissionne pour Présidence C.G.). Mis en examen en mars 2007 suite à un rapport de Ch. Rég. Cpt, il a été condamné en sept 2009 à trois mois de prison avec sursis et à 3000 € d'amende pour faux et usage de faux en écriture publique pour des faits (passations de marchés dans une SEM) produits entre 1993 et 2003, un « jugement à minima » écrira le journal local qui lui a évité inéligibilité (il reste Président du C.G. pendant ce cours de la justice et après). En 2007, sans l'avis du C.G. (la loi ne l'oblige pas), il nomme (avec son équivalent Ht-Marnais B. Sido) le pro-nucléaire arrogant notoire Christian Bataille à la Présidence du CLIS de Bure sur le projet d'enfouissement des déchets radioactifs (qui en démissionnera en 2009).

▪ **Claude Leonard** (2015, actuel), médecin retraité, maire de Montmédy de 1983 à 2008, conseiller régional de 1992 à 98 (au tourisme), conseiller général depuis 2008 (président depuis 2015) et président du groupe de la majorité départementale UMP/LR; suppléant de Gérard Longuet au sénatoriale de 2001, il remplace ce dernier en mars 2001 après sa nomination à la défense pour l'attaque de la Libye (jusqu'au 30 sept puis pour le début du mandat suivant G. étant ayant été réélu, jusqu'en juin 2012). Gérard Longuet dit se souvenir : « En 1977, quand je suis arrivé en Meuse, c'est le père de Claude, André Leonard, alors président de ce qui allait devenir EMC2 [commerce en gros de matériel et produits pour agriculture], qui m'avait accueilli sur le quai de la gare. » (Est Républicain 22/07/17). Claude Leonard se présente "en tandem" (non plus en suppléant) avec G. Longuet aux sénatoriales de sept. 2017.

A-5. Directeur Général de l'UNESCO de 1987 à 1999, Frederico Mayor Zaragoza

F. Mayor Zaragoza est un grand pont universitaire (pharmacie-biologie) sous l'Espagne de Franco. Il a été recteur de l'université de pharmacie de Grenade (Université de Nasrid) en 1968 sur proposition du Ministre de l'éducation de 1968 à 73, José Luis Villar, ce qui impliquait être conseiller aux "Cortes" d'alors, puis il est nommé Président exécutif du Conseil supérieur de la recherche espagnol en 1972-73. Il commence à avoir alors une intense vie politique. De 1969 à 72 il est conseiller national pour l'éducation. En janv 1974 jusqu'en 1976 il est Sous-Secrétaire de l'éducation et de la science du Ministre Cruz Martinez sous le dernier gouvernement franquiste, celui d'Arias Navarro (ancien) phalangiste dur (Fig. 9).

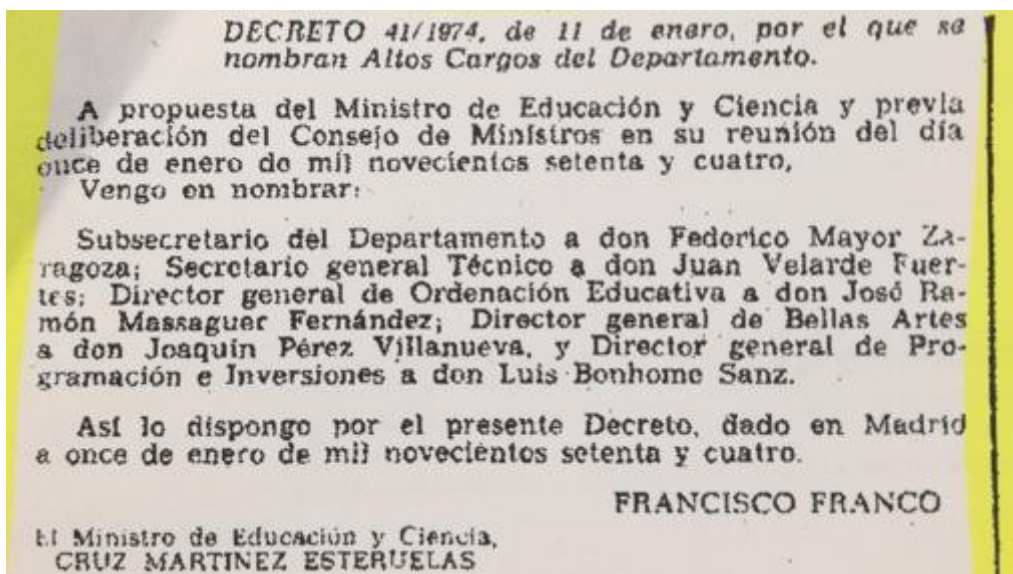


Fig. 9. Nomination de Federico Mayor Zaragoza Sous-Secrétaire de l'éducation et de la science du Ministre

Cruz Martines (gouvernement Arias Navarro)

C'est à cette époque que l'Espagne lance la construction de 5 nouveaux réacteurs nucléaires : à Almaraz 1 et 2, Asco 1 et 2, et Cofrentes. Quatre mois avant la mort du *Caudillo*, à la demande du ministre du *Mouvement* José Solis Ruiz, Frederico Mayor Zargoza a été nommé à la Grande Croix de l'ordre de Cisneros, attribution réclamant un décret de Franco (ABCandaloucia [ici](#)). Le ministre du *Mouvement* (*Movimiento Nacional*, parti unique créé par Franco dès 1937 en alliant les anciennes phalanges et le monarchisme traditionaliste, devenu une usine bureaucratique sur tous les aspects de la vie courante, syndicale, du féminin, universitaire, jeunesse...) José Solis Ruiz était phalangiste et lieutenant dans les forces de Franco pendant la guerre civile d'Espagne. Il a été plus de 10 ans ministre dans plusieurs gouvernements Franco (El Pais 31/05/90, [là](#)). L'ordre de Cisneros (du nom d'un puissant moine réquisitionniste ardent, conversion religieuse forcée, et conquérant, principal conseiller d'Isabelle de Castille) a été créé par Franco en 1944 pour récompenser les hauts mérites politiques de fidélité à son régime ([là](#) et [là](#)). Frederico Mayor Zargoza avait déjà été décoré par le régime en 1970 grande croix de l'ordre du mérite sanitaire et en 1969 Grande croix de l'ordre d'Alphonse X le sage (créé en 1939).

Dans l'Espagne qui se recrée suite à la mort de Franco F Mayor Zargosa comme beaucoup d'autres se recycle dans l' "Union du Centre Démocratique", UCD (la droite espagnole) et se fait élire en 1977 député pour la province de Grenade. Au parlement espagnol, il (re)prend tout de suite la Présidence de la Commission sur l'éducation et la science et est conseiller du gouvernement Suarez (UCD), haute responsabilité nationale qui vont lui permettre d'accéder à un poste à l'UNESCO. L'organisme onusien cherchait à accueillir en son sein la nouvelle Espagne démocratique. F Mayor Zargosa quitte donc l'Espagne et, déjà..., son poste de député pour ce poste à Paris de 1978 à 1981. Il repart en Espagne comme ministre de l'éducation et de la science du gouvernement L Calvo-Sotelo, époque où l'Espagne lance de nouveau des constructions de centrales nucléaires (ce sera Trillo 1 et Vandellos 2, un moratoire de 1984 bloquera les autres; [là](#)), mais gouvernement qui disparaît avant la fin de l'année battu par les socialistes. Toujours avec des postes de Président coté universitaire, il se fait élire député européen en 1987 que de nouveau il abandonne immédiatement ayant pu être le candidat à la Dir. Gén. de l'Unesco soutenu par les majorités de l'Occident et de l'Amérique latine (salaire net de base mini, hors frais, du type 140 000 US\$/an, exempt d'impôts nationaux, [là](#) p 14).